

Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2016

BMO Groupe financier annonce un bénéfice net de 1,2 milliard de dollars pour le troisième trimestre de 2016

Points saillants des résultats financiers :

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du troisième trimestre de 2015 :

- Bénéfice net de 1 245 millions de dollars, en hausse de 4 %, et bénéfice net ajusté¹ de 1 295 millions, en hausse de 5 %
- BPA² de 1,86 \$, en hausse de 3 %, et BPA ajusté^{1,2} de 1,94 \$, en hausse de 4 %
- RCP de 13,0 %, comparativement à 13,6 %, et RCP ajusté¹ de 13,5 %, contre 14,0 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 257 millions de dollars, contre 160 millions
- Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 selon Bâle III de 10,5 %

Comparaison des neuf premiers mois de 2016 et des neuf premiers mois de 2015 :

- Bénéfice net de 3 286 millions de dollars, en hausse de 3 %, et bénéfice net ajusté¹ de 3 625 millions, en hausse de 6 %
- BPA² de 4,90 \$, en hausse de 3 %, et BPA ajusté^{1,2} de 5,42 \$, en hausse de 6 %
- RCP de 11,4 %, comparativement à 12,3 %, et RCP ajusté¹ de 12,6 %, contre 13,2 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 641 millions de dollars, contre 484 millions

Toronto, le 23 août 2016 – Pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2016, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 245 millions de dollars ou 1,86 \$ par action et un bénéfice net ajusté de 1 295 millions ou 1,94 \$ par action.

« BMO a obtenu de très solides résultats au troisième trimestre, une performance qui reflète la rigueur avec laquelle nous travaillons à offrir une expérience client exceptionnelle », a dit Bill Downe, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Notre bénéfice net ajusté s'est chiffré à 1,3 milliard de dollars, une hausse de 5 % par rapport à l'exercice précédent, et notre bénéfice par action ajusté s'est établi à 1,94 \$, une hausse de 4 %. »

« Tous nos groupes d'exploitation, et particulièrement les Services bancaires Particuliers et entreprises et BMO Marchés des capitaux, ont connu un bon rendement. À 3,8 %, notre levier d'exploitation ajusté est très bon, et notre assise financière est solide grâce à un ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 établi à 10,5 %. »

« Notre rendement depuis le début de l'exercice reflète l'attention que nous portons au client et notre rigoureuse approche de gestion. Nous sommes persuadés que notre stratégie et notre diversification des secteurs d'activité, des segments de clientèles et des régions nous permettront de continuer à connaître une bonne croissance et à offrir une valeur à long terme à nos actionnaires », a conclu M. Downe.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,86 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre de 2016, soit le même montant qu'au trimestre précédent, mais 0,04 \$ par action ou 5 % de plus qu'il y a un an, ce qui correspond à un dividende annuel de 3,44 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2016, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 juillet 2016, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Aperçu des résultats de la Banque

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 245 millions de dollars au troisième trimestre de 2016, en hausse de 4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le BPA s'est renforcé de 3 % sur un an, pour s'établir à 1,86 \$.

Le bénéfice net ajusté a été de 1 295 millions de dollars, ayant progressé de 65 millions, ou de 5 %, en regard du trimestre correspondant de 2015. Le BPA ajusté a été de 1,94 \$, pour une hausse de 4 % sur douze mois, laquelle reflète le bon rendement de Services bancaires PE, ce secteur ayant réalisé une croissance interne et bénéficié de l'acquisition de l'entreprise Financement d'équipement de transport de BMO, et de BMO Marchés des capitaux. Les résultats de la Gestion de patrimoine se sont légèrement dégradés en raison surtout des fluctuations défavorables des marchés. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 13,0 % et, après ajustement, il a été de 13,5 %. La valeur comptable par action s'est renforcée de 5 % par rapport à il y a un an et a atteint 58,06 \$. Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 selon Bâle III est demeuré solide à 10,5 %.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le bénéfice net, à 561 millions de dollars, s'est accru de 5 millions, ou de 1 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent et, avant la dotation à la provision pour pertes sur créances et les impôts, le bénéfice s'est renforcé de 6 %. Les revenus se sont améliorés de 73 millions, ou de 4 %, en regard du trimestre correspondant de 2015 grâce à la progression des soldes de la plupart des produits. Les charges ont augmenté de 19 millions, ou de 2 %, ce qui reflète la rigueur avec laquelle elles ont encore été gérées. Le levier d'exploitation a été de 2,1 %. En regard d'un an plus tôt, les prêts et les dépôts se sont accrus de 6 % et de 8 %, respectivement. La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 43 millions, pour s'établir à 152 millions, par suite de la hausse de la provision relative au portefeuille de prêts aux entreprises et du fait que celle constatée à l'égard du portefeuille de prêts aux particuliers avait été anormalement faible un an plus tôt.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, la croissance, sur douze mois, des prêts et des dépôts a été de 4 % et de 9 %, respectivement. Durant le trimestre, nous avons procédé au lancement d'un nouveau service mobile qui permet aux clients d'ouvrir un compte en quelques minutes au moyen de leur téléphone intelligent. Il s'agit du premier service du genre à être offert par une grande institution financière canadienne et constitue un autre exemple de la façon dont BMO se sert d'outils numériques pour aider ses clients et simplifier leur vie.

Dans l'unité des services bancaires aux entreprises, les prêts et les dépôts ont progressé de 10 % et de 5 %, respectivement, en regard d'il y a un an. Au cours du trimestre et dans le cadre de la remise de ses prix 2016 pour le secteur bancaire, le *World Finance Magazine* a nommé BMO Meilleure banque de services aux entreprises au Canada, honneur qu'il lui a décerné pour une deuxième année consécutive. Les *World Finance Awards* célèbrent la réussite et l'innovation dans le domaine des services financiers. Cette récompense vient souligner l'engagement de BMO à bâtir des relations avec ses clients, à leur offrir des solutions innovatrices et à axer ses efforts sur les services à l'échelle régionale et par secteur d'activité, en particulier dans les secteurs des services bancaires aux Autochtones et aux femmes d'affaires.

PE États-Unis

Le bénéfice net a atteint 277 millions de dollars, ayant augmenté de 55 millions, ou de 24 %. Après ajustement, il s'est dégagé à 289 millions, ce qui représente une hausse de 54 millions, ou de 22 % sur un an. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est établi à 212 millions de dollars, dépassant ainsi de 37 millions, ou de 21 %, celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 221 millions, pour une hausse de 35 millions, ou de 19 %, ce qui inclut l'incidence positive de Financement d'équipement de transport de BMO.

À 896 millions de dollars, les revenus ont augmenté de 169 millions, ou de 23 %, en raison de l'impact favorable de Financement d'équipement de transport de BMO, de la progression des volumes de prêts et de dépôts et de l'élargissement des marges sur les dépôts, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts. Les charges autres que d'intérêts ajustées se sont établies à 530 millions, ayant augmenté de 66 millions, ou de 14 %, ce qui a découlé de l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO. En regard du montant anormalement faible enregistré un an auparavant, la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 43 millions, pour se situer à 58 millions, ce qui est imputable à la hausse de la provision relative au portefeuille de prêts aux entreprises et à l'ajout de Financement d'équipement de transport de BMO. Le levier d'exploitation ajusté a été de 9,3 %.

Les prêts ont augmenté de 10,3 milliards de dollars, ou de 17 %, grâce à l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO ainsi qu'à la croissance interne des prêts aux entreprises.

Au cours du trimestre, la *Civic Federation* a décerné à BMO Harris Bank le prix Addams-Palmer pour un engagement civique exemplaire de la part d'une institution de Chicago. Ce prix a souligné le dévouement de la Banque en matière de bénévolat et de responsabilité comme entreprise ainsi que son appui à la diversité.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net a été de 201 millions de dollars, comparativement à 210 millions il y a un an et, après ajustement, il s'est chiffré à 227 millions, ayant reculé de 6 millions sur douze mois. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est dégagé à 173 millions, comparativement à 177 millions un an plus tôt puisque l'essor, sur le plan opérationnel, de la plupart des activités a été plus qu'annulé par la répercussion du recul moyen des marchés boursiers par rapport à un an plus tôt. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a été de 54 millions, en baisse de 2 millions en regard d'il y a un an puisqu'il a été affaibli par des variations défavorables des marchés. Ce facteur a été essentiellement compensé par les résultats exceptionnellement élevés de ces activités.

À 863 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont fléchi de 16 milliards, ou de 2 %, par rapport à il y a un an, ce qui tient compte des répercussions des fluctuations défavorables des cours de change.

Pour la quatrième année d'affiliée, le portail *Global Financial Market Review* a nommé BMO Private Bank Meilleure banque privée nationale aux États-Unis. Celle-ci a été choisie pour l'excellence de son service à la clientèle, la compétence de ses conseillers en gestion de patrimoine et ses solutions novatrices.

Le fonds BMO Pyrford Global Absolute Return Fund a reçu la notation « Silver » de la part de Morningstar Analyst Rating^{MC} en reconnaissance de son excellent rendement sur une longue période, rendement résultant d'une approche directe à l'investissement dans des portefeuilles multi-actifs.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net s'est chiffré à 321 millions de dollars, en hausse de 49 millions, ou de 18 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent puisque la forte croissance des revenus a compensé la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les revenus ont augmenté de 87 millions, ou de 9 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, leur hausse a été de 77 millions, ou de 8 %. Les activités menées pour les clients du secteur Produits de négociation se sont intensifiées et, dans le cas du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, les revenus tirés des services bancaires aux sociétés ont augmenté, facteur neutralisé en partie par le recul des revenus tirés des services de consultation. Les profits nets sur titres des deux secteurs se sont affaiblis. La dotation à la provision pour pertes sur créances, au montant de 37 millions, a augmenté de 23 millions en raison surtout de la hausse des dotations liées au secteur pétrolier et gazier. Les charges autres que d'intérêts ont été gérées avec soin et, compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, elles ont reculé de 7 millions, ou de 1 %. Le levier d'exploitation a été de 8,9 %.

BMO Marchés des capitaux a été choisie un chef de file Greenwich 2016 dans les catégories Part des opérations sur les actions canadiennes et Part du vote sur la recherche et les conseils sur les actions canadiennes ainsi qu'un chef de file Greenwich 2016 pour ce qui est de la qualité des produits de recherche sur les actions canadiennes et des services d'analystes ainsi que des ventes d'actions canadiennes et de l'accès à l'entreprise.

Durant le trimestre, nous avons également conclu une entente définitive en vue d'acquérir les activités de Greene Holcomb Fisher, un cabinet américain de services-conseils en fusions et acquisitions. Cette transaction a été menée à terme le 1^{er} août 2016.

Services d'entreprise

Pour le trimestre, la perte nette des Services d'entreprise s'est située à 115 millions de dollars, comparativement à 68 millions il y a un an. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 105 millions pour le trimestre, contre 68 millions un an auparavant.

Les résultats ajustés que renferment les sections qui présentent un aperçu des résultats de la Banque et de ceux des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Fonds propres

S'établissant à 10,5 % au 31 juillet 2016, le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de BMO selon Bâle III est demeuré solide. Ce ratio a augmenté par rapport à celui de 10,0 % enregistré à la fin du deuxième trimestre puisque l'augmentation des fonds propres a plus que compensé la hausse des actifs pondérés en fonction des risques.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 257 millions de dollars, en hausse de 97 millions en regard de la même période un an plus tôt, ce qui a résulté de l'augmentation des dotations de PE Canada, de PE États-Unis et de BMO Marchés des capitaux.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 23 août 2016. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2016 ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2015 et du Rapport de gestion de l'exercice 2015 figurant dans le Rapport annuel pour 2015 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie de ce Rapport de gestion.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel pour 2015, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

4	Faits saillants financiers	26	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
5	Mesures non conformes aux PCGR	27	Bilan
6	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	28	Transactions avec des parties liées
6	Survol et perspectives économiques	28	Arrangements hors bilan
7	Autres mesures de la valeur	28	Méthodes comptables et principales estimations comptables
7	Change	28	Modifications futures de méthodes comptables
8	Bénéfice net	29	Instruments financiers désignés
9	Revenus	29	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
10	Dotations à la provision pour pertes sur créances	30	Gestion des risques
11	Prêts douteux	30	Risque de marché
12	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	31	Risque de liquidité et de financement
12	Charges autres que d'intérêts	35	Cotes de crédit
12	Impôts sur le résultat	36	Risque d'assurance
13	Gestion du capital	36	Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité
16	Désignation des dividendes admissibles	37	Expositions dans certaines régions
17	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	39	États financiers consolidés intermédiaires
17	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	39	État consolidé des résultats
18	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	40	État consolidé du résultat global
19	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	41	Bilan consolidé
21	BMO Gestion de patrimoine	42	État consolidé des variations des capitaux propres
23	BMO Marchés des capitaux	43	État consolidé des flux de trésorerie
24	Services d'entreprise	44	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		61	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 juillet 2016, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2016, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites inhérentes, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Faits saillants financiers

Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2016	T2-2016	T3-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Sommaire de l'état des résultats					
Revenus nets d'intérêts	2 474	2 420	2 227	7 374	6 452
Revenus autres que d'intérêts	3 159	2 681	2 599	8 435	7 955
Revenus	5 633	5 101	4 826	15 809	14 407
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	691	407	218	1 464	989
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 942	4 694	4 608	14 345	13 418
Dotation à la provision pour pertes sur créances	257	201	160	641	484
Charges autres que d'intérêts	3 092	3 312	2 971	9 674	9 089
Charge d'impôts sur le résultat	348	208	285	744	654
Bénéfice net	1 245	973	1 192	3 286	3 191
Attribuable aux actionnaires de la Banque	1 245	973	1 185	3 278	3 164
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	7	8	27
Bénéfice net	1 245	973	1 192	3 286	3 191
Bénéfice net ajusté	1 295	1 152	1 230	3 625	3 417
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	1,86	1,45	1,80	4,90	4,75
Bénéfice par action ajusté	1,94	1,73	1,86	5,42	5,10
Croissance du bénéfice par action (%)	3,3	(2,7)	7,8	3,2	(2,1)
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	4,3	1,2	7,5	6,3	2,6
Dividendes déclarés par action	0,86	0,84	0,82	2,54	2,42
Valeur comptable d'une action	58,06	55,57	55,36	58,06	55,36
Cours de clôture de l'action	83,70	81,74	72,98	83,70	72,98
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	54,0	52,6	46,9	54,0	46,9
Rendement de l'action (%)	4,1	4,1	4,5	4,0	4,4
Mesures et ratios financiers (%)					
Rendement des capitaux propres	13,0	10,1	13,6	11,4	12,3
Rendement des capitaux propres ajusté	13,5	12,1	14,0	12,6	13,2
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	16,6	14,8	17,3	15,4	16,3
Croissance du bénéfice net	4,5	(2,6)	5,9	3,0	(2,2)
Croissance du bénéfice net ajusté	5,3	0,5	5,7	6,1	2,2
Croissance des revenus	16,7	12,7	2,0	9,7	6,1
Croissance des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI	7,3	4,3	9,4	7,5	8,4
Croissance des charges autres que d'intérêts	4,1	6,5	7,9	6,4	13,1
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustée	3,5	5,1	8,0	5,7	10,9
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI	62,6	70,6	64,5	67,4	67,7
Ratio d'efficacité ajusté	53,7	60,0	60,5	58,4	61,0
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI	61,2	65,2	63,4	64,4	65,5
Lever d'exploitation, déduction faite des SCVPI	3,2	(2,2)	1,5	0,5	(4,7)
Lever d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	3,8	(0,8)	1,4	1,8	(2,5)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,58	1,61	1,52	1,59	1,50
Taux d'impôt effectif	21,9	17,6	19,3	18,5	17,0
Taux d'impôt effectif ajusté	22,0	19,6	19,4	19,4	17,6
Rendement de l'actif moyen	0,70	0,57	0,71	0,62	0,64
Ratio dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,29	0,23	0,20	0,24	0,20
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	691 682	681 458	672 442	691 682	672 442
Solde net des prêts et acceptations	364 133	353 779	329 179	364 133	329 179
Dépôts	467 846	444 793	447 617	467 846	447 617
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	37 437	35 761	35 560	37 437	35 560
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	27,3	26,7	29,3	27,3	29,3
Ratios des fonds propres (en %, sauf indication contraire)					
Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	10,5	10,0	10,4	10,5	10,4
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,8	11,4	11,7	11,8	11,7
Ratio du total des fonds propres	13,9	13,5	13,7	13,9	13,7
Ratio de levier	4,0	3,9	3,9	4,0	3,9
Actifs pondérés en fonction des risques compris dans les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 (en millions de dollars)	259 234	256 184	239 934	259 234	239 934
Cours de change					
Dollar CA/dollar US	1,3056	1,2548	1,3080	1,3056	1,3080
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,3029	1,3016	1,2671	1,3262	1,2334

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent Rapport de gestion sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 2 ci-dessous. Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que nous menons aux États-Unis sont des mesures non conformes aux PCGR (il y a lieu de se reporter à la section Change pour l'analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats). La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu de ces éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Tableau 2

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2016	T2-2016	T3-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Résultats comptables					
Revenus	5 633	5 101	4 826	15 809	14 407
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(691)	(407)	(218)	(1 464)	(989)
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 942	4 694	4 608	14 345	13 418
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(257)	(201)	(160)	(641)	(484)
Charges autres que d'intérêts	(3 092)	(3 312)	(2 971)	(9 674)	(9 089)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 593	1 181	1 477	4 030	3 845
Charge d'impôts sur le résultat	(348)	(208)	(285)	(744)	(654)
Bénéfice net	1 245	973	1 192	3 286	3 191
BPA (\$)	1,86	1,45	1,80	4,90	4,75
Éléments d'ajustement (avant impôts)					
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	(40)	(40)	(40)	(123)	(120)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(27)	(24)	(9)	(73)	(33)
Ajustement comptable cumulatif 3)	-	-	-	(85)	-
Coûts de restructuration 4)	-	(188)	-	(188)	(149)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(67)	(252)	(49)	(469)	(302)
Éléments d'ajustement (après impôts)					
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	(31)	(31)	(32)	(95)	(94)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(19)	(16)	(6)	(50)	(26)
Ajustement comptable cumulatif 3)	-	-	-	(62)	-
Coûts de restructuration 4)	-	(132)	-	(132)	(106)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(50)	(179)	(38)	(339)	(226)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,08)	(0,28)	(0,06)	(0,52)	(0,35)
Résultats ajustés					
Revenus	5 633	5 101	4 826	15 893	14 407
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(691)	(407)	(218)	(1 464)	(989)
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 942	4 694	4 608	14 429	13 418
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(257)	(201)	(160)	(641)	(484)
Charges autres que d'intérêts	(3 025)	(3 060)	(2 922)	(9 289)	(8 787)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 660	1 433	1 526	4 499	4 147
Charge d'impôts sur le résultat	(365)	(281)	(296)	(874)	(730)
Bénéfice net	1 295	1 152	1 230	3 625	3 417
BPA (\$)	1,94	1,73	1,86	5,42	5,10

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

- 1) Ces charges ont été imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 17, 18, 19, 21 et 23.
- 2) Les coûts d'intégration des acquisitions associés à F&C ont été imputés à la Gestion de patrimoine et ceux liés à Financement d'équipement de transport de BMO l'ont été aux Services d'entreprise puisque l'acquisition touche à la fois PE Canada et PE États-Unis. Les coûts des acquisitions sont essentiellement pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.
- 3) L'ajustement comptable cumulatif qui a été constaté sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts était lié à la conversion des monnaies étrangères, ce qui a influé surtout sur les résultats des périodes antérieures.
- 4) Il s'agit d'une charge de restructuration au deuxième trimestre de 2016 puisque nous accélérons le déploiement de la technologie afin de rehausser l'expérience client et veillons à réaliser des efficacités opérationnelles. Pour les neuf premiers mois de 2015, la charge de restructuration a résulté surtout de mesures de restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles. Les coûts de restructuration ont été pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2016 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire, fiscale ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions des épidémies de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale des risques aux pages 86 à 117, du Rapport annuel pour 2015, qui présente l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques du Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2016.

Survol et perspectives économiques

La croissance de l'économie canadienne devrait se raffermir, passant d'un taux estimatif de 1,2 % en 2016 à 2,0 % en 2017 grâce à la remontée des prix du pétrole, à la hausse des investissements dans les infrastructures par le gouvernement fédéral et à la faiblesse continue du dollar canadien. Cette croissance sera néanmoins freinée par des investissements toujours anémiques dans les régions productrices de pétrole. Cette situation devrait toutefois se redresser au fil de la majoration des prix du pétrole. Les arrêts de production de pétrole causés par les feux de forêt en Alberta ont ralenti la croissance pendant un certain temps, mais la reprise de la production et la reconstruction favorisent un redressement économique. La décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne devrait avoir peu d'incidence sur l'économie canadienne puisque nos échanges commerciaux avec ce pays sont restreints et que les marchés financiers n'y ont pas réagi de manière négative. Soutenu par un rebond des exportations et une progression stable des dépenses de consommation, l'essor du PIB devrait, dans la plupart des provinces, être plus important cette année. Les exportations ont récemment accusé un recul, mais elles devraient toujours bénéficier de l'embellie économique aux États-Unis et de la faiblesse du dollar canadien. Malgré l'endettement élevé des ménages, les ventes de véhicules automobiles au Canada frôlent toujours des niveaux records. Les prix des habitations demeurent en hausse dans les régions de Vancouver et de Toronto, ce qui laisse craindre une correction de ces marchés. Avec un taux de croissance de 3,0 % en 2016, la Colombie-Britannique devrait demeurer le fer de lance de l'économie au pays, et l'Ontario devrait la suivre de près, avec une croissance de 2,6 %. La progression des prix du pétrole devrait favoriser une certaine reprise en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador l'an prochain. Une création d'emplois certes modeste mais continue devrait stabiliser à environ 7 % le taux de chômage en 2016. Après s'être fortement apprécié au printemps, le dollar canadien s'est replié récemment et sa progression pourrait être entravée si la Réserve fédérale resserre sa politique monétaire plus tard cette année. La Banque du Canada a maintenu des taux d'intérêt stables depuis un an et ne devrait pas les hausser avant la fin de 2017.

Malgré le récent regain d'activité, la croissance économique aux États-Unis devrait ralentir pour s'établir à 1,5 % en 2016 et demeurer modérée en 2017, se situant alors à 2,2 %. Les investissements par les entreprises sont particulièrement faibles, et ce, même hors du secteur du pétrole, situation qui est peut-être due aux incertitudes que soulèvent les élections présidentielles. L'appréciation du dollar américain et le manque de vigueur de la demande mondiale nuisent aux exportations. Cependant, l'assainissement des finances des ménages et une saine création d'emplois soutiennent les dépenses de consommation, lesquelles demeurent élevées. La faiblesse des taux

hypothécaires et l'assouplissement des normes de prêt des banques stimulent toujours la reprise du marché du logement. Les taux de défaut sur les emprunts hypothécaires ont diminué et ceux d'occupation des logements en sont à des creux historiques, ce qui favorise la construction résidentielle. Le taux de chômage est tombé sous la barre des 5 % et devrait encore fléchir quelque peu cette année, contribuant ainsi à la progression des salaires. Selon les attentes, la Réserve fédérale haussera les taux d'intérêt en décembre, soit un an après les avoir augmentés pour la première fois en dix ans. La faiblesse de l'inflation donnera à la Réserve fédérale la latitude voulue pour relever les taux d'intérêt graduellement.

Le taux d'expansion économique dans le Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains contigus dans lesquels BMO mène des activités, devrait demeurer peu élevé, soit environ 1,6 % en 2016 et 1,8 % en 2017, reflétant ainsi le ralentissement continu des exportations et des activités de fabrication, même si cette expansion est soutenue par l'augmentation de la production du secteur automobile.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Autres mesures de la valeur

Pour la période de un an close le 31 juillet 2016, le rendement total des capitaux propres de BMO a été de 19,8 %. Pour les périodes de trois ans et de cinq ans closes le 31 juillet 2016, le rendement total des capitaux propres annuel moyen a été de 14,0 % et de 11,7 %, respectivement.

Change

Les équivalents en dollars canadiens du bénéfice net, des revenus, des charges, de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat sectoriels aux États-Unis de BMO qui sont libellés en dollars américains sont demeurés pour ainsi dire inchangés en regard du deuxième trimestre de 2016, mais ont augmenté comparativement au troisième trimestre de 2015 en raison de l'appréciation de cette monnaie. Le cours de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût de un dollar américain en dollars canadiens, n'a pas vraiment changé par rapport au deuxième trimestre de 2016, mais s'est renforcé de 3 % en regard du troisième trimestre de 2015. Depuis le début du présent exercice, le cours moyen a dépassé de 8 % celui d'il y a un an. Le tableau 3 fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Au 31 juillet 2016, le dollar canadien équivalait à 1,3056 \$ US, contre 1,2548 \$ US et 1,3080 \$ US au 30 avril 2016 et au 31 juillet 2015, respectivement. Dans le présent rapport aux actionnaires, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Nos flux de revenus en dollars américains n'étaient pas couverts contre les fluctuations des cours de change durant le trimestre. Au cours des trimestres antérieurs, nous avons couvert une partie du bénéfice net en dollars américains de BMO Marchés des capitaux. Ces couvertures ont donné lieu à une perte après impôts de 3 millions de dollars depuis le début du présent exercice, perte qu'a inscrite BMO Marchés des capitaux.

Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2016		Cumul 2016
	c. T3-2015	c. T2-2016	c. cumul 2015
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,3029	1,3029	1,3262
Période antérieure	1,2671	1,3016	1,2334
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis			
Augmentation des revenus nets d'intérêts	27	1	202
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	20	1	143
Augmentation des revenus	47	2	345
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(2)	-	(3)
Augmentation des charges	(33)	(2)	(262)
Augmentation des impôts sur le résultat	(3)	-	(20)
Augmentation du bénéfice net comptable, avant l'incidence des couvertures	9	-	60
Pertes de couverture de la période considérée, après impôts	-	-	(3)
Augmentation du bénéfice net comptable	9	-	57
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis			
Augmentation des revenus nets d'intérêts	27	1	202
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	20	1	143
Augmentation des revenus	47	2	345
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(2)	-	(11)
Augmentation des charges	(32)	(2)	(251)
Augmentation des impôts sur le résultat	(4)	-	(21)
Augmentation du bénéfice net ajusté, avant l'incidence des couvertures	9	-	62
Pertes de couverture de la période considérée, après impôts	-	-	(3)
Augmentation du bénéfice net ajusté	9	-	59

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Bénéfice net

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 245 millions de dollars au troisième trimestre de 2016, en hausse de 53 millions, ou de 4 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Après ajustement, le bénéfice net a été de 1 295 millions, ayant progressé de 65 millions, ou de 5 %, en regard du trimestre correspondant de 2015. Le BPA s'est renforcé de 0,06 \$, ou de 3 %, sur un an, pour s'établir à 1,86 \$ et, après ajustement, il a été de 1,94 \$, ce qui signale une hausse de 0,08 \$, ou de 4 %.

Le bénéfice net global des deux unités Services bancaires PE, soit 838 millions de dollars, a progressé de 8 %, et le bénéfice net ajusté, d'un montant de 851 millions, a augmenté de 7 %. L'amélioration du bénéfice net de PE Canada reflète l'excellent rendement opérationnel qu'a engendré la hausse des soldes de la plupart des produits et une gestion rigoureuse des charges et a pu être réalisée en dépit de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. En dollars canadiens, le bénéfice net ajusté de PE États-Unis s'est accru de 22 % et, exprimé en dollars américains, il a augmenté de 19 %, ayant bénéficié de l'acquisition de l'entreprise Financement d'équipement de transport de BMO et de la croissance toujours saine des prêts aux entreprises. Le bénéfice net ajusté de la Gestion de patrimoine s'est chiffré à 227 millions, ayant légèrement baissé en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a fléchi de 4 millions sur un an puisque l'essor, sur le plan de l'exploitation, qu'ont enregistré la plupart des activités a été plus qu'annulé par la répercussion du recul moyen des marchés boursiers en regard d'il y a un an. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a été touché par des fluctuations défavorables des marchés, ce qui a été essentiellement contrebalancé par les résultats exceptionnellement élevés de ces activités. Le bénéfice net de BMO Marchés des capitaux s'est amélioré de 18 % car la forte croissance de ses revenus a compensé la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont dégradés en raison de revenus exceptionnellement élevés l'exercice précédent et de la hausse des charges, ce qui a été contrebalancé en partie par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans le trimestre considéré.

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 272 millions de dollars, ou de 28 %, par rapport au trimestre précédent et, après ajustement, il s'est accru de 143 millions, ou de 12 %. Le BPA s'est renforcé de 0,41 \$, ou de 28 %, et, après ajustement, il s'est amélioré de 0,21 \$, ou de 12 %, ce qui témoigne du bon rendement des Services bancaires PE et de BMO Marchés des capitaux. Ces augmentations ont été réalisées en dépit de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net de PE Canada a progressé de 7 % puisque l'essor de 6 % des revenus a été contrebalancé en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges. Le bénéfice net ajusté de PE États-Unis s'est renforcé en regard du trimestre précédent grâce à l'essor des revenus et à la réduction des charges, facteurs atténués par l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net ajusté de la Gestion de patrimoine s'est dégagé à 227 millions de dollars, contre 158 millions au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est accru grâce à une réduction de valeur d'un placement de 79 millions après impôts au trimestre précédent et à la meilleure tenue des marchés boursiers. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a été affaibli par des fluctuations défavorables des marchés au cours du trimestre, ce qui a été contrebalancé en partie par les résultats exceptionnellement élevés de ces activités. Les résultats de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés en raison du bon rendement du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et du recul des frais liés au

personnel, ce qui a été neutralisé en partie par la baisse des revenus du secteur Produits de négociation. Les résultats ajustés des Services d'entreprise ont été stables d'un trimestre à l'autre.

Comparaison des neuf premiers mois de 2016 et des neuf premiers mois de 2015

Le bénéfice net s'est amélioré de 95 millions de dollars, ou de 3 %, pour s'établir à 3 286 millions. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 3 625 millions, en hausse de 208 millions, ou de 6 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Le BPA s'est dégagé à 4,90 \$, ce qui traduit une progression de 0,15 \$, ou de 3 %, et, après ajustement, il s'est établi à 5,42 \$, s'étant renforcé de 0,32 \$, ou de 6 %. Après ajustement, les résultats des deux unités des Services bancaires PE, de BMO Marchés des capitaux et des Services d'entreprise se sont améliorés. Quant à ceux de la Gestion de patrimoine, ils ont été touchés par la réduction de valeur d'un placement au deuxième trimestre. La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 641 millions, en hausse de 157 millions, ou de 32 %, sur un an.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Revenus

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du troisième trimestre de 2015

Les revenus ont augmenté de 807 millions de dollars, ou de 17 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent et ont atteint 5 633 millions. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus se sont établis à 4 942 millions, s'étant accrus de 334 millions, ou de 7 %, soit de 6 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain.

Les revenus de PE Canada se sont améliorés de 4 % grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits. En dollars canadiens, les revenus de PE États-Unis ont bondi de 27 % et, exprimés en dollars américains, ils se sont accrus de 23 % grâce surtout à l'incidence positive de Financement d'équipement de transport de BMO, à la croissance des volumes de prêts et de dépôts ainsi qu'à l'élargissement des marges sur les dépôts, compte non tenu de la compression de celles sur les prêts. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont fléchi en raison surtout des conséquences des désinvestissements réalisés dans des périodes antérieures. Les revenus nets d'assurance ont été affaiblis par des variations défavorables des marchés au cours du trimestre à l'étude, ce qui a été essentiellement compensé par les résultats exceptionnellement élevés des activités sous-jacentes. Les revenus de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés de 9 % grâce à l'intensification des activités menées pour les clients du secteur Produits de négociation, et les revenus générés par les services bancaires aux sociétés du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté, ce qui a été annulé en partie par le recul des revenus provenant des services de consultation. Les revenus ajustés des Services d'entreprise ont fléchi puisqu'ils avaient été exceptionnellement élevés un an plus tôt.

À 2 474 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts ont dépassé de 247 millions, ou de 11 %, ceux du troisième trimestre de 2015, soit de 10 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Cette progression reflète l'incidence positive de Financement d'équipement de transport de BMO et la croissance interne des volumes. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 6 points de base, pour se situer à 1,58 %. Compte non tenu des activités de négociation, la marge nette d'intérêts s'est accrue de 3 points de base sur un an, ce qui est imputable à l'ajout des actifs de Financement d'équipement de transport de BMO. L'actif productif moyen a atteint 622,8 milliards de dollars, s'étant accru de 41,9 milliards, ou de 7 %, soit de 34,2 milliards, ou de 6 %, compte non tenu de l'incidence de la plus-value du dollar américain, ce qui est imputable à la croissance interne des prêts et à l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a affiché une hausse de 87 millions de dollars, ou de 4 %, et s'est chiffré à 2 468 millions. Exclusion faite de l'incidence de la plus-value du dollar américain, il s'est accru de 3 %, ce qui a résulté surtout de la hausse des revenus de négociation et des revenus classés au poste Autres des revenus autres que d'intérêts. Cette hausse a été atténuée par la diminution des profits nets sur titres.

Le montant brut des revenus d'assurance a augmenté de 462 millions de dollars en regard du même trimestre il y a un an, ce qui rend surtout compte du fait que des taux d'intérêt à long terme moins élevés ont eu pour effet d'accroître la juste valeur des placements d'assurance sur un an. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en majeure partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, tel qu'il est indiqué à la page 12.

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2016

Les revenus ont augmenté de 532 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets se sont accrus de 248 millions, ou de 5 %.

Les revenus de PE Canada se sont améliorés de 6 % grâce à son bon rendement, ce qui a découlé notamment de l'incidence cumulée de la hausse des soldes de la plupart des produits, de la marge nette d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts, et à l'incidence des deux jours supplémentaires qu'a comptés le trimestre à l'étude. En dollars canadiens et en dollars américains, les revenus de PE États-Unis se sont élargis de 2 %, ce qui est essentiellement imputable aux deux jours de plus du trimestre considéré, à la hausse des commissions sur les prêts aux entreprises et à l'élargissement des volumes de prêts et de dépôts, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont augmenté en raison de la réduction de valeur d'un placement de 108 millions de dollars avant impôts au trimestre précédent, de l'incidence de l'amélioration des marchés boursiers et des deux jours supplémentaires du trimestre à l'étude, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence de désinvestissements. Les

revenus nets d'assurance ont été affaiblis par des variations défavorables des marchés au cours de cette période, ce qui a été atténué par les résultats exceptionnellement élevés des activités sous-jacentes. Les revenus de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés grâce au bon rendement du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés par suite de l'accroissement des revenus tirés de tels services et de l'intensification des activités de prise ferme menées pour les clients, ce qui a été atténué par le recul des revenus de négociation. Les revenus ajustés des Services d'entreprise se sont renforcés grâce essentiellement à la diminution de l'ajustement sur une base d'imposition comparable (bic) des groupes et à la hausse des revenus liés à la trésorerie.

Les revenus nets d'intérêts ont progressé de 54 millions de dollars, ou de 2 %, en raison surtout des répercussions qu'ont eues deux jours de plus dans le trimestre considéré et de l'essor des volumes, ce qui a été annulé en partie par le repli de la marge nette d'intérêts. Celle-ci a fléchi de 3 points de base. Compte non tenu des activités de négociation, cette marge est demeurée la même qu'au trimestre précédent. L'actif productif moyen de l'ensemble des groupes a augmenté de 11,1 milliards de dollars, ou de 2 %.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a affiché une hausse de 194 millions de dollars, ou de 9 %, ce qui a découlé surtout de l'incidence de la réduction de valeur d'un placement au trimestre précédent ainsi que de l'amélioration des frais de services de cartes, des commissions de prise ferme et de consultation ainsi que des revenus de change, autres que de négociation.

Le montant brut des revenus d'assurance a progressé de 261 millions de dollars en regard du trimestre précédent, ce qui rend surtout compte de l'augmentation des primes et du fait que des taux d'intérêt à long terme plus faibles ont eu pour effet d'accroître la juste valeur des placements d'assurance par rapport au trimestre précédent. L'amélioration des revenus d'assurance a été plus que contrebalancée par la hausse des sinistres, des commissions et des variations des passifs au titre des indemnités, comme il est indiqué à la page 12.

Comparaison des neuf premiers mois de 2016 et des neuf premiers mois de 2015

Les revenus ont augmenté de 1 402 millions de dollars, ou de 10 %, pour totaliser 15 809 millions et, après ajustement, ils ont progressé de 1 486 millions, ou de 10 %, atteignant ainsi 15 893 millions. Les revenus nets ont affiché une hausse de 927 millions, ou de 7 %, et se sont chiffrés à 14 345 millions et, après ajustement, ils se sont renforcés de 1 011 millions, ou de 8 %, pour s'établir à 14 429 millions. Compte non tenu de l'incidence qu'a eue le raffermissement du dollar américain, les revenus nets ajustés ont augmenté de 5 %.

À 7 374 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts ont bondi de 922 millions, ou de 14 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les revenus nets d'intérêts se sont améliorés de 11 % grâce à l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO, à la croissance interne des volumes et à la hausse de la marge nette d'intérêts. Celle-ci s'est élargie de 9 points de base pour se situer à 1,59 %. Compte non tenu des activités de négociation, la marge nette d'intérêts a augmenté de 1 point de base sur un an. L'actif productif moyen a atteint 619,8 milliards de dollars, s'étant accru de 46,4 milliards, ou de 8 %, soit de 26,8 milliards, ou 5 %, compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, ce qui est imputable à l'augmentation interne des prêts et à l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts, soit 6 971 millions de dollars, est demeuré pour ainsi dire le même et, compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, le montant net des revenus autres que d'intérêts ajustés a reculé de 1 %.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment des détails sur les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) 1)

Tableau 4

(en points de base)	T3-2016	T2-2016	T3-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
PE Canada	255	251	254	254	253
PE États-Unis	357	371	345	364	346
Services bancaires Particuliers et entreprises	288	290	281	290	281
Gestion de patrimoine	236	240	230	236	237
BMO Marchés des capitaux	56	61	51	61	55
Services d'entreprise 2)	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.
Total de la marge nette d'intérêts de BMO	158	161	152	159	150
Total de la marge nette d'intérêts de BMO (compte non tenu des activités de négociation)	187	187	184	185	184
Total de la marge des services de détail au Canada 3)	252	249	250	251	249

1) La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

2) Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes et leur variabilité influe sur les changements de la marge nette d'intérêts.

3) Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des unités canadiennes de PE Canada et de la Gestion de patrimoine.

n. s. - non significatif

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du troisième trimestre de 2015

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 257 millions de dollars, en hausse de 97 millions en regard de la même période un an plus tôt, ce qui a résulté de l'augmentation des dotations de PE Canada, de PE États-Unis et de BMO Marchés des capitaux. La provision générale n'a enregistré aucune variation nette au cours du trimestre.

La dotation de PE Canada a augmenté de 43 millions de dollars, pour se situer à 152 millions, en raison du fait que celle relative au portefeuille de prêts aux entreprises a été plus élevée et que celle constatée à l'égard du portefeuille de prêts aux particuliers avait été anormalement faible un an plus tôt. Comparativement au montant exceptionnellement bas inscrit à ce chapitre au même trimestre de 2015, la dotation de PE États-Unis, d'un montant de 58 millions de dollars américains, s'est accrue de 43 millions de dollars américains à cause de la hausse de celle du portefeuille de prêts aux entreprises et de l'ajout de Financement d'équipement de transport de BMO. La dotation de BMO Marchés des capitaux, au montant de 37 millions, a augmenté de 23 millions en raison surtout de l'augmentation des dotations liées au secteur pétrolier et gazier. La dotation des Services d'entreprise a diminué en regard d'un an plus tôt.

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2016

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accru de 56 millions de dollars en raison surtout de la hausse des dotations de PE Canada et de PE États-Unis ainsi que de la diminution des recouvrements des Services d'entreprise. La dotation de PE Canada a accusé une hausse de 25 millions en raison surtout de l'augmentation de celle relative au portefeuille de prêts aux entreprises. La dotation de PE États-Unis a augmenté de 19 millions de dollars américains, en raison de l'accroissement de celle liée au portefeuille de prêts aux entreprises, ce qui a été atténué par la baisse de celle relative au portefeuille de prêts aux particuliers. La dotation de BMO Marchés des capitaux a baissé de 7 millions. Pour ce qui est des Services d'entreprise, le montant net de ses recouvrements a fléchi.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

Tableau 5

(en millions de dollars canadiens)	T3-2016	T2-2016	T3-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
PE Canada	152	127	109	419	384
PE États-Unis 1)	75	51	19	191	77
Services bancaires Particuliers et entreprises	227	178	128	610	461
Gestion de patrimoine	4	2	3	8	6
BMO Marchés des capitaux	37	44	14	89	28
Services d'entreprise 1)	(11)	(23)	15	(66)	(11)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	257	201	160	641	484

1) Depuis le premier trimestre de 2016, la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts ainsi que la dotation à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis sont constatées par PE États-Unis, conformément au mode de comptabilisation de l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés.

Variations de la dotation à la provision pour pertes sur créances

Tableau 6

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2016	T2-2016	T3-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Nouvelles dotations à la provision spécifique	400	338	324	1 047	949
Reprises sur les provisions déjà établies	(74)	(30)	(49)	(143)	(153)
Recouvrements de prêts déjà sortis du bilan	(69)	(107)	(115)	(263)	(312)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	257	201	160	641	484
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,29	0,23	0,20	0,24	0,20

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 307 millions de dollars à la fin du trimestre considéré, comparativement à 2 196 millions au deuxième trimestre de 2016, ce qui a résulté essentiellement des répercussions de la plus-value du dollar américain et de la hausse du SBPD de PE États-Unis, ce qui a été atténué par le recul du SBPD de BMO Marchés des capitaux. Le total du SBPD a augmenté en regard des 2 165 millions constatés un an plus tôt, ce qui est principalement imputable à l'augmentation du SBPD de BMO Marchés des capitaux en lien avec le secteur pétrolier et gazier, facteur atténué par la diminution du SBPD de PE États-Unis.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau 7 ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 645 millions de dollars, contre 718 millions au deuxième trimestre de 2016 et 559 millions au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)

Tableau 7

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2016	T2-2016	T3-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
SBPD à l'ouverture de la période	2 196	2 158	2 047	1 959	2 048
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	645	718	559	1 957	1 437
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(144)	(164)	(153)	(444)	(421)
Remboursements, montant net	(297)	(201)	(213)	(708)	(533)
Montants sortis du bilan	(153)	(161)	(175)	(456)	(526)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	-	(6)	(8)	(6)	(43)
Fluctuations des cours de change et autres variations	60	(148)	108	5	203
SBPD à la clôture de la période	2 307	2 196	2 165	2 307	2 165
SBPD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,63	0,62	0,66	0,63	0,66

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Pour de plus amples renseignements sur nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci, voir la section intitulée Gestion des risques.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) ont été de 691 millions de dollars, en hausse de 473 millions en regard du troisième trimestre de 2015, ce qui a découlé en grande partie de l'incidence du recul des taux d'intérêt à long terme, et de 284 millions par rapport au trimestre précédent, ce qui est imputable aux répercussions de la hausse des primes et de la baisse des taux d'intérêt à long terme.

Charges autres que d'intérêts

En regard du troisième trimestre de l'exercice précédent, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 121 millions de dollars, ou de 4 %, et ont atteint 3 092 millions. Après ajustement, elles ont augmenté de 103 millions, ou de 4 %, pour se situer à 3 025 millions. Compte non tenu des répercussions de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées se sont accrues de 2 %, mais en excluant aussi l'incidence de Financement d'équipement de transport de BMO et des désinvestissements, elles sont demeurées pour ainsi dire les mêmes.

En comparaison du trimestre précédent, les charges autres que d'intérêts comptables ont diminué de 220 millions de dollars, ou de 7 %, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont comprimées de 35 millions, ou de 1 %, malgré l'incidence des deux jours supplémentaires qu'a comptés le trimestre à l'étude.

Le levier d'exploitation net ajusté a été de 3,8 % d'un exercice à l'autre.

Le ratio d'efficacité ajusté s'est amélioré, passant de 60,5 % un an plus tôt à 53,7 % et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 61,2 %, comparativement à 63,4 % pour le même trimestre de l'exercice précédent.

Pour les neuf premiers mois de 2016, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 585 millions de dollars, ou de 6 %, sur un an et ont atteint 9 674 millions. Après ajustement, elles se sont établies à 9 289 millions, ce qui signale une hausse de 502 millions, ou de 6 %. Compte non tenu des répercussions de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 3 %, mais en excluant aussi les répercussions de Financement d'équipement de transport de BMO et des désinvestissements, leur hausse a été d'environ 1 %.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat a augmenté de 63 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de 2015 et de 140 millions en regard du deuxième trimestre de 2016, pour s'établir à 348 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 21,9 % pour le trimestre à l'étude, contre 19,3 % il y a un an et 17,6 % au deuxième trimestre de 2016.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 365 millions de dollars, s'étant accrue de 69 millions par rapport à il y a un an et de 84 millions comparativement au deuxième trimestre de 2016. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 22,0 % pour le trimestre écoulé, contre 19,4 % à la même période de 2015 et 19,6 % au deuxième trimestre de 2016. L'augmentation du taux d'impôt ajusté en regard de celui au troisième trimestre de 2015 a découlé surtout de la baisse du bénéfice tiré des valeurs mobilières et exonéré d'impôts et de la proportion plus importante du bénéfice généré dans des territoires où les taux d'impôt sont plus élevés. Quant à la hausse du taux d'impôt ajusté en regard du deuxième trimestre de 2016, elle a résulté surtout du recul du bénéfice tiré des valeurs mobilières et exonéré d'impôts. Selon une bic, le taux d'impôt effectif ajusté du trimestre a été de 26,7 %, contre 25,0 % à la même période de l'exercice précédent et 25,8 % au deuxième trimestre de 2016.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du capital

Analyse des fonds propres réglementaires du troisième trimestre de 2016

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de BMO selon Bâle III s'établissait à 10,5 % au 31 juillet 2016.

Ce ratio a augmenté par rapport à celui de 10,0 % enregistré à la fin du deuxième trimestre puisque l'augmentation des fonds propres a plus que compensé la hausse des actifs pondérés en fonction des risques. Ce ratio a diminué comparativement à celui de 10,7 % inscrit au 31 octobre 2015 en raison principalement de l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO au premier trimestre, facteur atténué par la progression des fonds propres. Tel qu'il est indiqué ci-dessous, les répercussions qu'ont eues sur ce ratio les fluctuations des cours de change ont été en grande partie annulées.

Au 31 juillet 2016, les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 se situaient à 27,2 milliards de dollars, comparativement à 25,7 milliards au 30 avril 2016, ce qui a découlé principalement de l'incidence de la plus-value du dollar américain sur le cumul des autres éléments du résultat global et de la hausse des résultats non distribués. En regard du 31 octobre 2015, les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 se sont renforcés de 1,5 milliard en raison surtout de la hausse des résultats non distribués.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 259 milliards de dollars au 31 juillet 2016, contre 256 milliards au 30 avril 2016, leur hausse provenant surtout des fluctuations des cours de change, l'essor des activités ayant été partiellement neutralisé par les variations de la qualité des portefeuilles et des modifications à la méthodologie. Les actifs pondérés en fonction des risques se sont accrues de 20 milliards en regard du 31 octobre 2015, ce qui a découlé surtout de la croissance des activités et de l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO au premier trimestre, facteurs atténués par les changements apportés à la méthode et aux modèles de calcul.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 11,8 % et à 13,9 % au 31 juillet 2016, comparativement à 11,4 % et à 13,5 %, respectivement au 30 avril 2016. Ces ratios ont augmenté en raison surtout des mêmes facteurs que ceux qui ont influé sur le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 et qui sont indiqués ci-dessus. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 12,3 % et 14,4 % au 31 octobre 2015. Au 31 juillet 2016, ces ratios avaient diminué en regard du 31 octobre 2015 en raison essentiellement de l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO au premier trimestre, acquisition contrebalancée en partie par la hausse des fonds propres.

Au 31 juillet 2016, le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, était de 4,0 %, ce qui signale une hausse d'environ 10 points de base par rapport au 30 avril 2016. Cette hausse a découlé surtout de l'augmentation des fonds propres de catégorie 1, tel qu'il est indiqué ci-dessus, facteur atténué par l'accroissement des positions de levier résultant essentiellement des fluctuations des cours de change et de l'essor des activités. Au 31 octobre 2015, le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, était de 4,2 %. Au 31 juillet 2016, ce ratio avait fléchi par rapport au 31 octobre 2015 en raison surtout de l'essor des activités, incluant l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO au premier trimestre.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. La conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions du capital en dollars américains peut également faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut conclure des ententes afin de contrer l'incidence des fluctuations des cours de change sur ses ratios des fonds propres, et c'est ce qu'elle a fait au troisième trimestre. Toute activité de cette nature peut également influencer sur notre valeur comptable et sur notre rendement des capitaux propres.

Faits nouveaux en matière de réglementation

En décembre 2015, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a avisé les banques canadiennes qu'il mettrait à jour ses exigences quant aux fonds propres eu égard aux prêts hypothécaires à l'habitation et aux marges de crédit sur valeur domiciliaire. La mise à jour sera fonction de la hausse des prix de l'immobilier à l'échelle locale et/ou des prix des habitations qui se révèlent élevés compte tenu des revenus des emprunteurs. Les changements proposés ont été diffusés, et ils devraient être instaurés le 1^{er} novembre 2016. En janvier 2016, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié le cadre définitif des exigences de fonds propres en regard du risque de marché, cadre qui vise une mise en œuvre homogène des normes concernant ce risque en 2019, et ce, dans tous les territoires. Ces changements ainsi que d'autres, tels l'approche standard de calcul du risque de crédit lié aux contreparties dans le cas de dérivés ainsi que le nouveau cadre régissant les titrisations, nous obligeront à augmenter les fonds propres qu'il nous faudra conserver au fil du temps.

En décembre 2015, le CBCB a publié une nouvelle proposition sur l'approche standard d'établissement du risque de crédit, proposition qui en est actuellement à l'étape de consultation et qui devrait être parachevée en 2016 ou au début de 2017. En mars 2016, le CBCB a publié un document consultatif traitant des restrictions quant à l'utilisation de modèles internes et visant à réduire la complexité des exigences de fonds propres exposés au risque de crédit ainsi qu'à améliorer la comparabilité des résultats et à réduire leur variabilité en contraignant l'utilisation de modèles. Les mesures préconisées comprennent l'abolition de l'option d'utiliser des modèles internes eu égard à certaines expositions, le recours à des seuils dans le cas de certains portefeuilles et l'établissement de paramètres précis pour diverses approches mettant en jeu des modèles. En outre, le document décrit avec plus de précisions le montant minimal de fonds propres qui pourrait être imposé conformément à la nouvelle approche standard de calcul du risque de crédit.

En mars 2016, le CBCB a publié un document consultatif traitant du calcul des fonds propres exposés au risque opérationnel, calcul mettant en jeu une méthode unique non fondée sur des modèles internes. Le processus de consultation est en cours et le CBCB prévoit émettre une proposition finale en 2016 ou au début de 2017. En avril 2016, il a publié la norme finale concernant le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire, norme qui englobe une approche de supervision au deuxième pilier, des attentes plus étoffées en ce qui a trait aux activités de gestion et de surveillance de ce risque ainsi que de nouvelles exigences de communication, ce qui entrera

en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2018. Ces changements ainsi que ceux décrits à la page 71 du Rapport annuel pour 2015 de BMO pourraient, selon la façon dont ils seront appliqués, hausser les fonds propres qu'il nous faudra maintenir.

Le 22 juin 2016, le gouvernement canadien a adopté les dispositions législatives qu'exige l'instauration d'un régime de recapitalisation interne dont l'objectif sera de rehausser les mesures de résolution des problèmes bancaires au pays et de les rendre comparables à ce qui se fait sur la scène internationale. Le gouvernement canadien proposera des règlements qui préciseront les mesures de l'approche à appliquer. Le BSIF émettra également des lignes directrices qui définiront le niveau minimal de la capacité supérieure d'absorption des pertes que les banques devront maintenir. Tant le gouvernement canadien que le BSIF devraient procéder à des consultations concernant ces règlements et le niveau minimal de la capacité supérieure d'absorption des pertes établi par le BSIF. L'instauration du nouveau régime devrait avoir lieu à une date ultérieure. Nous nous attendons à ce qu'une période de transition appropriée nous soit accordée afin que nous puissions émettre suffisamment de titres d'emprunt de recapitalisation interne admissibles pour pouvoir respecter les exigences de capacité supérieure d'absorption des pertes du nouveau régime.

En janvier 2016, le BSIF a publié un projet de ligne directrice concernant les exigences de communication financière eu égard au troisième pilier, projet proposant leur instauration au cours de l'exercice se terminant le 31 octobre 2017 dans le cas des banques canadiennes d'importance systémique nationale. Après avoir consulté les parties prenantes du secteur, le BSIF a décidé d'en reporter la date de mise en œuvre à l'exercice se terminant le 31 octobre 2018.

En tant que société de portefeuille bancaire détenant un total d'actifs consolidés d'au moins 50 milliards de dollars américains, notre filiale américaine, BMO Financial Corp. (BFC), était assujettie aux règlements et processus d'analyse et d'examen complet annuel du capital de 2016. Aux termes de ces règlements et processus, BFC a pris part à l'exercice annuel de simulation de crise et de planification du capital mené par le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (RFA). Vers la fin de juin 2016, BFC a appris que la RFA avait décidé de ne pas s'opposer, que ce soit sur une base quantitative ou qualitative, au plan de capital que BFC lui avait soumis en avril 2016.

BMO continue de suivre de près tous les changements et participe activement aux divers processus de consultation.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, aux pages 70 à 75, Risque de liquidité et de financement, aux pages 105 à 110, et Risque juridique et réglementaire, aux pages 114 à 116 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, 1,3 million d'actions ordinaires ont été émises par suite de l'exercice d'options sur actions et aux termes du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (RRD).

Le 31 mai 2016, nous avons mené à terme notre placement de 1,25 milliard de dollars de billets subordonnés à moyen terme, série I, tranche 1 par voie de notre programme de billets à moyen terme canadiens.

Le 16 août 2016, BMO a annoncé les résultats de la conversion de ses actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 25 (actions privilégiées, série 25). Par suite de la conversion, en date du 25 août 2016, il y a aura en circulation environ 9,4 millions d'actions privilégiées, série 25 et quelque 2,2 millions d'actions privilégiées de catégorie B, à taux variable et à dividende non cumulatif, série 26.

Le 23 août 2016, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,86 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit le même montant qu'au trimestre précédent, mais 0,04 \$ ou 5 % de plus qu'il y a un an.

Le dividende doit être versé le 28 novembre 2016 aux actionnaires inscrits le 1^{er} novembre 2016. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de la Banque, conformément au RRD.

Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques (« tout compris » 1))
Tableau 8

(en millions de dollars canadiens)	T3-2016	T2-2016	T4-2015
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 2)	37 437	35 761	36 182
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(10 269)	(10 019)	(10 554)
Fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	27 168	25 742	25 628
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 3)	3 692	3 696	4 146
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(213)	(215)	(358)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	3 479	3 481	3 788
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	30 647	29 223	29 416
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 4)	5 610	5 589	5 218
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(50)	(55)	(50)
Fonds propres de catégorie 2	5 560	5 534	5 168
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	36 207	34 757	34 584

Actifs pondérés en fonction des risques 5)

Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	259 234	256 184	239 185
Actifs pondérés en fonction des risques – fonds propres de catégorie 1	259 614	256 553	239 471
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres	259 941	256 869	239 716

Ratios des fonds propres (%)

Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	10,5	10,0	10,7
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,8	11,4	12,3
Ratio du total des fonds propres	13,9	13,5	14,4

- 1) Les fonds propres réglementaires établis selon une formule de calcul « tout compris » supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1^{er} janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III est retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2022.
- 2) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 3) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 4) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 5) En raison de l'intégration graduelle de l'ajustement d'évaluation du crédit, laquelle a débuté au premier trimestre de 2014, les facteurs scalaires appliqués à la charge totale à instaurer eu égard à cet ajustement relativement aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été de 64 %, 71 % et 77 %, respectivement, ce qui a donné lieu à des mesures différentes des actifs pondérés en fonction des risques pour chacune de ces trois catégories de fonds propres réglementaires.

Au 17 août 2016	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	645
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 14	250 \$
Série 15	250 \$
Série 16	157 \$
Série 17	143 \$
Série 25	290 \$
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Série 33	200 \$
Série 35	150 \$
Série 36	600 \$
Billets à moyen terme	
Série H – tranche 1 1)	1 000 \$
Série H – tranche 2 2)	1 000 \$
Série I – tranche 1 2)	1 250 \$
Options sur actions	
Droits acquis	6,2
Droits non acquis	4,2

1) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 1 sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 168 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

2) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 2 et les billets à moyen terme, série I, tranche 1 sont présentés à la note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

La note 8 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 17 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 170 du Rapport annuel pour 2015 de BMO, traitent en détail du capital social.

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le troisième trimestre de 2016.

Les résultats des Services d'entreprise avant 2016 reflétaient certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis en 2011, dont la constatation de la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est pris en compte dans les revenus nets d'intérêts sur la durée de ces prêts ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances et les recouvrements de pertes sur créances de ce portefeuille. Depuis le premier trimestre de 2016, la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts ainsi que la dotation à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis sont constatées par PE États-Unis, conformément au mode de comptabilisation de l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO et compte tenu du fait que ces montants ont fortement baissé. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés. Les recouvrements ou les dotations relatifs au portefeuille de prêts douteux acquis en 2011 sont toujours inscrits par les Services d'entreprise. Les incidences de la comptabilisation des prêts acquis ayant trait à Financement d'équipement de transport de BMO ont été prises en compte dans PE États-Unis.

Toujours au premier trimestre de 2016, les revenus tirés des placements dans des titres de participation ont été reclassés depuis les revenus nets d'intérêts aux revenus autres que d'intérêts de PE Canada, de la Gestion de patrimoine et des Services d'entreprise. Les résultats des périodes antérieures ont été reclassés. Les coûts de restructuration, d'acquisition et d'intégration qui touchent plus d'un groupe d'exploitation sont également pris en compte dans les Services d'entreprise.

Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Selon cette méthode, on procède à un ajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise. Au troisième trimestre de 2016, les ajustements sur une bic ont totalisé 106 millions de dollars, contre 120 millions au deuxième trimestre de 2016 et 114 millions au troisième trimestre de 2015.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus et des charges sont mises à jour afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont reclassés en fonction de la structure organisationnelle en vigueur.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

Tableau 10

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2016	T2-2016	T3-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 161	2 098	1 937	6 390	5 653
Revenus autres que d'intérêts	776	718	680	2 227	1 937
Total des revenus (bic)	2 937	2 816	2 617	8 617	7 590
Dotation à la provision pour pertes sur créances	227	178	128	610	461
Charges autres que d'intérêts	1 571	1 568	1 451	4 741	4 238
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 139	1 070	1 038	3 266	2 891
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	301	278	260	856	726
Bénéfice net comptable	838	792	778	2 410	2 165
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	13	12	14	39	42
Bénéfice net ajusté	851	804	792	2 449	2 207
Croissance du bénéfice net (%)	7,7	14,4	13,3	11,3	9,5
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	7,4	14,0	13,1	11,0	9,3
Croissance des revenus (%)	12,2	13,4	7,9	13,5	6,8
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	8,3	12,6	10,1	11,9	8,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	8,4	12,8	10,2	12,0	8,5
Rendement des capitaux propres (%)	16,1	15,6	16,7	15,6	16,0
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	16,4	15,9	17,1	15,9	16,3
Levier d'exploitation (%) (bic)	3,9	0,8	(2,2)	1,6	(1,5)
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	3,8	0,6	(2,3)	1,5	(1,7)
Ratio d'efficience (%) (bic)	53,5	55,7	55,4	55,0	55,8
Ratio d'efficience ajusté (%) (bic)	52,9	55,1	54,7	54,4	55,1
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,88	2,90	2,81	2,90	2,81
Actif productif moyen	298 366	293 741	273 060	294 683	269 141
Solde moyen net des prêts et acceptations	297 932	293 442	271 294	294 115	267 176
Solde moyen des dépôts	230 418	225 475	211 127	228 204	207 972

1) Les montants avant impôts de 17 millions de dollars au troisième trimestre de 2016, au deuxième trimestre de 2016 et au troisième trimestre de 2015 et de 53 millions pour les neuf premiers mois de 2016 et de 2015 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net global des Services bancaires PE a augmenté de 8 % pour se situer à 838 millions de dollars et, après ajustement, il a atteint 851 millions, ce qui représente une hausse de 7 % en regard de la même période de l'exercice précédent. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)

Tableau 11

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2016	T2-2016	T3-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Revenus nets d'intérêts	1 285	1 222	1 218	3 761	3 568
Revenus autres que d'intérêts	485	450	479	1 406	1 362
Total des revenus	1 770	1 672	1 697	5 167	4 930
Dotation à la provision pour pertes sur créances	152	127	109	419	384
Charges autres que d'intérêts	864	841	845	2 577	2 492
Bénéfice avant impôts sur le résultat	754	704	743	2 171	2 054
Charge d'impôts sur le résultat	193	179	187	556	510
Bénéfice net comptable	561	525	556	1 615	1 544
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	1	-	1	2	3
Bénéfice net ajusté	562	525	557	1 617	1 547
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 154	1 089	1 121	3 372	3 270
Revenus des services bancaires aux entreprises	616	583	576	1 795	1 660
Croissance du bénéfice net (%)	1,1	8,1	5,8	4,7	3,6
Croissance des revenus (%)	4,3	4,1	3,7	4,8	3,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	2,2	3,5	4,8	3,4	5,5
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	2,2	3,5	4,8	3,4	5,5
Levier d'exploitation ajusté (%)	2,1	0,6	(1,1)	1,4	(1,8)
Levier d'exploitation (%)	2,1	0,6	(1,1)	1,4	(1,8)
Ratio d'efficacité (%)	48,8	50,3	49,8	49,9	50,6
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,55	2,51	2,54	2,54	2,53
Actif productif moyen	200 709	197 598	190 409	198 066	188 465
Solde moyen net des prêts et acceptations	207 240	203 597	196 201	204 168	194 129
Solde moyen des dépôts	142 926	140 112	132 951	140 836	131 875

1) Les montants avant impôts de 1 million de dollars aux troisième trimestres de 2016 et de 2015, de néant au deuxième trimestre de 2016, de 2 millions pour les neuf premiers mois de 2016 et de 3 millions pour les neuf premiers mois de 2015 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net de PE Canada, soit 561 millions de dollars, s'est accru de 5 millions, ou de 1 %, sur un an car l'effet favorable de l'augmentation des revenus et d'un levier d'exploitation positif a été contrebalancé en grande partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les revenus se sont améliorés de 73 millions, ou de 4 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la progression des soldes de la plupart des produits. La marge nette d'intérêts a été de 2,55 %, s'étant élargie de 1 point de base.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux particuliers se sont accrus de 33 millions de dollars, ou de 3 %, et ceux de l'unité des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 40 millions, ou de 7 %, ce qui témoigne de la croissance des soldes de la plupart des produits.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 43 millions de dollars, pour s'établir à 152 millions, par suite de la hausse de celle relative au portefeuille de prêts aux entreprises et du fait que celle constatée à l'égard du portefeuille de prêts aux particuliers avait été anormalement faible un an plus tôt. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 19 millions, ou de 2 %, ce qui reflète la rigueur avec laquelle elles sont gérées. D'un exercice à l'autre, le levier d'exploitation a été de 2,1 %.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 11,0 milliards de dollars, ou de 6 %, par rapport à un an plus tôt. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, a augmenté de 4 % et celui des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 10 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 10,0 milliards, ou de 8 %. Les soldes des dépôts des particuliers ont augmenté de 9 % en raison surtout de la croissance des dépôts à terme et des comptes de chèques, et les soldes des dépôts des entreprises se sont renforcés de 5 %.

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 36 millions de dollars, ou de 7 %, en regard du trimestre précédent. Les revenus ont progressé de 98 millions, ou de 6 %, grâce à un bon rendement, ce qui englobe l'incidence cumulée de l'essor des soldes de la plupart des produits, de la marge nette d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts, et à l'incidence qu'ont eue les deux jours supplémentaires du trimestre. La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,55 %, ayant progressé de 4 points de base, ce qui est essentiellement imputable à des recouvrements d'intérêts et des paiements anticipés exceptionnellement élevés et à la hausse des produits dégagant des marges supérieures, y compris les dépôts. Ces facteurs ont été atténués par la faiblesse des taux d'intérêt et le rétrécissement des marges sur les produits de prêt à taux variable.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux particuliers se sont accrus de 65 millions de dollars en raison surtout de l'augmentation des revenus autres que d'intérêts, de la hausse des soldes de la plupart des produits ainsi que de l'incidence qu'ont eue deux jours supplémentaires.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 33 millions de dollars, en raison surtout de la hausse des soldes de la plupart des produits et des conséquences des deux jours supplémentaires.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 25 millions de dollars en raison essentiellement de l'augmentation de celle relative au portefeuille de prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts ont accusé une hausse de 23 millions, ou de 3 %, ce qui reflète surtout les répercussions des deux jours supplémentaires.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 3,6 milliards de dollars, ou de 2 %, et le solde moyen des dépôts s'est accru de 2,8 milliards, ou de 2 %.

Comparaison des neuf premiers mois de 2016 et des neuf premiers mois de 2015

Le bénéfice net s'est renforcé de 71 millions de dollars, ou de 5 %, pour les neuf premiers mois du présent exercice. Les revenus se sont améliorés de 237 millions, ou de 5 %, grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 35 millions de dollars, en raison de la hausse des dotations relatives aux portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises. Malgré une gestion rigoureuse des charges, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 85 millions, ou de 3 %, ce qui témoigne des investissements dans les activités. Pour les neuf premiers mois de la période, le levier d'exploitation a été de 1,4 %.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 10,0 milliards de dollars, ou de 5 %, et le solde moyen des dépôts a progressé de 9,0 milliards, ou de 7 %.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

Tableau 12

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T3-2016	T2-2016	T3-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	672	673	568	1 983	1 691
Revenus autres que d'intérêts	224	206	159	620	466
Total des revenus (bic) 1)	896	879	727	2 603	2 157
Dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	58	39	15	144	62
Charges autres que d'intérêts	543	558	478	1 632	1 416
Bénéfice avant impôts sur le résultat	295	282	234	827	679
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	83	76	59	227	176
Bénéfice net comptable	212	206	175	600	503
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	9	10	11	28	32
Bénéfice net ajusté	221	216	186	628	535
Croissance du bénéfice net (%)	21,2	23,4	17,0	19,4	12,5
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	19,4	21,5	15,1	17,5	10,8
Croissance des revenus (%)	23,3	24,1	(0,5)	20,7	(0,2)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	13,5	19,6	1,1	15,2	(0,6)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	14,0	20,4	1,7	15,9	-
Levier d'exploitation (%) (bic)	9,8	4,5	(1,6)	5,5	0,4
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	9,3	3,7	(2,2)	4,8	(0,2)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	60,6	63,5	65,8	62,7	65,6
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	59,2	62,0	64,0	61,2	63,7
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	3,57	3,71	3,45	3,64	3,46
Actif productif moyen	74 953	73 886	65 229	72 888	65 413
Solde moyen net des prêts et acceptations	69 607	69 048	59 262	67 856	59 218
Solde moyen des dépôts	67 155	65 608	61 684	65 900	61 693
(équivalents en millions de dollars canadiens)					
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	876	876	719	2 629	2 085
Revenus autres que d'intérêts	291	268	201	821	575
Total des revenus (bic) 1)	1 167	1 144	920	3 450	2 660
Dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	75	51	19	191	77
Charges autres que d'intérêts	707	727	606	2 164	1 746
Bénéfice avant impôts sur le résultat	385	366	295	1 095	837
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	108	99	73	300	216
Bénéfice net comptable	277	267	222	795	621
Bénéfice net ajusté	289	279	235	832	660
Croissance du bénéfice net (%)	24,2	29,4	37,7	27,9	27,6
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	22,3	27,4	35,4	26,0	25,7
Croissance des revenus (%)	26,8	30,2	16,7	29,7	13,2
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	16,7	25,5	18,5	23,9	12,6
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	17,3	26,3	19,2	24,7	13,3
Actif productif moyen	97 657	96 143	82 651	96 617	80 676
Solde moyen net des prêts et acceptations	90 692	89 845	75 093	89 947	73 047
Solde moyen des dépôts	87 492	85 363	78 176	87 368	76 097

1) Depuis le premier trimestre de 2016, la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts ainsi que la dotation à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis sont constatées par PE États-Unis, conformément au mode de comptabilisation de l'acquisition de financement d'équipement de transport de BMO. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été réclassés.

2) Les montants avant impôts de 13 millions de dollars américains au troisième trimestre de 2016 et au deuxième trimestre de 2016, de 14 millions de dollars américains au troisième trimestre de 2015, de 39 millions de dollars américains pour les neuf premiers mois de 2016 et de 42 millions de dollars américains pour les neuf premiers mois de 2015 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net a atteint 277 millions de dollars, ayant augmenté de 55 millions, ou de 24 %. Après ajustement, il s'est dégagé à 289 millions, ce qui représente une hausse de 54 millions, ou de 22 % sur un an. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est établi à 212 millions de dollars, dépassant ainsi de 37 millions, ou de 21 %, celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 221 millions, pour une hausse de 35 millions, ou de 19 %, puisqu'il a bénéficié de l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO, qui a compté pour environ 15 % des revenus et des charges ajustées du trimestre, ainsi que de la croissance continue des prêts aux entreprises.

À 896 millions de dollars, les revenus ont augmenté de 169 millions, ou de 23 %, en raison surtout de l'impact favorable de Financement d'équipement de transport de BMO, de la progression des volumes de prêts et de dépôts et de l'élargissement des marges sur les dépôts, déduction faite de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 12 points de base, pour s'établir à 3,57 %, à la faveur de l'accroissement des volumes de dépôts et des marges sur ceux-ci, de l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO et de la constatation de l'ajustement au titre des pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis, ajustement qui était auparavant constaté par les Services d'entreprise, déduction faite de la compression des marges sur les prêts.

En regard du montant anormalement faible enregistré un an auparavant, la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 58 millions de dollars, ayant augmenté de 43 millions en raison de la hausse de la provision relative au portefeuille de prêts aux entreprises et de l'ajout de Financement d'équipement de transport de BMO. Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 543 millions, ayant augmenté de 65 millions, ou de 13 %, et, après ajustement, elles ont été de 530 millions, ce qui signale une hausse de 66 millions, ou de 14 %. Compte non tenu de Financement d'équipement de transport de BMO, les charges ajustées ont reculé de 2 %.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 10,3 milliards de dollars, ou de 17 %, sur un an, pour s'établir à 69,6 milliards, ce qui est imputable à l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO ainsi qu'à une croissance interne des prêts aux entreprises de 15 %. Ces facteurs ont été atténués par le recul des volumes de prêts aux particuliers, ce qui a résulté notamment de la réduction prévue du portefeuille de prêts automobiles indirects.

À 67,2 milliards de dollars, le solde moyen des dépôts s'est renforcé de 5,5 milliards, ou de 9 %, en regard de la même période un an plus tôt, ce qui a découlé essentiellement de l'accroissement des volumes de dépôts des particuliers et des entreprises. Quant aux volumes de comptes de chèques des particuliers, ils ont augmenté de 0,9 milliard, ou de 6 %.

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net avant et après ajustement s'est renforcé de 10 millions de dollars, ou de 3 %, en regard du trimestre précédent. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est amélioré de 6 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent et, après ajustement, il s'est élargi de 5 millions, ou de 3 %.

Les revenus ont augmenté de 17 millions de dollars, ou de 2 %, en regard du deuxième trimestre, ce qui a découlé principalement de l'incidence des deux jours supplémentaires de la période à l'étude ainsi que de la hausse des commissions sur les prêts aux entreprises et de l'élargissement des volumes de prêts et de dépôts, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts s'est contractée de 14 points de base comparativement au trimestre précédent, ce qui a résulté de la compression des marges sur les prêts, du recul des recouvrements d'intérêts, de changements dans la composition des produits et de la diminution des répercussions de la méthode de l'acquisition au cours du trimestre considéré.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 19 millions de dollars en raison de la hausse de celle relative au portefeuille de prêts aux entreprises, ce qui a été atténué par la diminution de celle constatée à l'égard du portefeuille de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts, avant et après ajustement, ont baissé de 15 millions, ou de 3 %, ce qui est essentiellement imputable à l'attention soutenue qui a été accordée à la gestion des charges, ce qui a notamment permis de réduire les frais liés au personnel. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des deux journées supplémentaires.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou de 1 %, ce qui provient de la croissance des activités de prêts aux entreprises. Ce facteur a été atténué par le recul des volumes de prêts aux particuliers, ce qui a découlé notamment de la réduction prévue du portefeuille de prêts automobiles indirects. Le solde moyen des dépôts s'est renforcé de 1,5 milliard, ou de 2 %, grâce à l'essor de la plupart des catégories de produits de dépôt.

Comparaison des neuf premiers mois de 2016 et des neuf premiers mois de 2015

Le bénéfice net s'est dégagé à 795 millions de dollars, ayant augmenté de 174 millions, ou de 28 %. Après ajustement, il s'est situé à 832 millions, en hausse de 172 millions, ou de 26 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est établi à 600 millions de dollars, ayant augmenté de 97 millions, ou de 19 %, et, après ajustement, il a été de 628 millions, pour une progression de 93 millions, ou de 18 %, laquelle reflète l'incidence de l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO.

À 2 603 millions de dollars, les revenus ont augmenté de 446 millions, ou de 21 %, en raison surtout de l'impact positif de Financement d'équipement de transport de BMO, de la croissance interne des prêts et des dépôts et de l'élargissement des marges sur les dépôts, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 18 points de base, pour s'établir à 3,64 %, à la faveur de l'accroissement des soldes des dépôts et des marges sur les dépôts, de l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO et de la constatation de l'ajustement au titre des pertes sur créances de l'ancien portefeuille de prêts

productifs acquis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul des marges sur les prêts en raison des pressions de la concurrence.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 144 millions de dollars, ayant augmenté de 82 millions en raison de la hausse de celles relatives aux portefeuilles de prêts aux entreprises et aux particuliers et de l'ajout de Financement d'équipement de transport de BMO. Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 632 millions, en hausse de 216 millions, ou de 15 %, et, après ajustement, elles ont été de 1 593 millions, ayant augmenté de 219 millions, ou de 16 %, ce qui est en grande partie imputable à Financement d'équipement de transport de BMO.

À 67,9 milliards de dollars, le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 8,6 milliards, ou de 15 %, sur un an, ce qui est attribuable à Financement d'équipement de transport de BMO ainsi qu'à la croissance interne des prêts aux entreprises, facteurs neutralisés en partie par le recul des volumes de prêts aux particuliers par suite notamment de la contraction prévue du portefeuille de prêts automobiles indirects. Se chiffrant à 65,9 milliards, le solde moyen des dépôts s'est renforcé de 4,2 milliards, ou de 7 %, en raison de l'accroissement des volumes des dépôts des particuliers et des entreprises.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Gestion de patrimoine

Tableau 13

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2016	T2-2016	T3-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Revenus nets d'intérêts	154	149	140	452	417
Revenus autres que d'intérêts	1 618	1 248	1 196	4 154	3 889
Total des revenus	1 772	1 397	1 336	4 606	4 306
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	691	407	218	1 464	989
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 081	990	1 118	3 142	3 317
Dotation à la provision pour pertes sur créances	4	2	3	8	6
Charges autres que d'intérêts	810	816	839	2 503	2 503
Bénéfice avant impôts sur le résultat	267	172	276	631	808
Charge d'impôts sur le résultat	66	38	66	148	201
Bénéfice net comptable	201	134	210	483	607
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	9	5	6	23	26
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	17	19	17	55	51
Bénéfice net ajusté	227	158	233	561	684
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	173	90	177	417	501
Bénéfice net ajusté des activités d'assurance	54	68	56	144	183
Croissance du bénéfice net (%)	(3,9)	(43,7)	10,6	(20,4)	9,2
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(2,0)	(40,8)	9,5	(17,9)	15,5
Croissance des revenus (%)	32,6	17,6	(11,4)	7,0	9,3
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	(3,3)	(14,9)	13,1	(5,3)	21,3
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(3,5)	(2,4)	12,3	-	23,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(3,8)	(1,9)	12,6	0,1	21,7
Rendement des capitaux propres (%)	13,2	8,9	14,4	10,5	14,3
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	15,0	10,5	16,0	12,2	16,2
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	0,2	(12,5)	0,8	(5,3)	(2,4)
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	0,5	(13,0)	0,5	(5,4)	(0,4)
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	74,9	82,4	75,1	79,7	75,5
Ratio d'efficacité ajusté (%)	43,9	56,4	60,5	52,2	55,8
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	72,0	79,5	72,3	76,6	72,5
Actifs sous gestion et sous administration	863 027	816 602	879 047	863 027	879 047
Actif productif moyen	25 982	25 232	24 026	25 592	23 466
Solde moyen net des prêts et acceptations	16 598	16 064	14 762	16 291	14 273
Solde moyen des dépôts	30 189	29 713	27 571	29 604	27 156

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)					
Total des revenus	165	92	188	433	558
Charges autres que d'intérêts	140	145	160	436	492
Bénéfice net comptable	17	(39)	20	(2)	47
Bénéfice net ajusté	21	(36)	24	9	61
Actif productif moyen	3 502	3 446	3 281	3 460	3 221
Solde moyen net des prêts et acceptations	3 293	3 151	3 021	3 198	2 935
Solde moyen des dépôts	5 445	5 659	5 880	5 642	6 095

1) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts liés à F&C de 10 millions de dollars au troisième trimestre de 2016, de 6 millions au deuxième trimestre de 2016, de 9 millions au troisième trimestre de 2015, de 28 millions pour les neuf premiers mois de 2016 et de 33 millions pour les neuf premiers mois de 2015 ont été pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 22 millions de dollars aux troisième trimestres de 2016 et de 2015, de 23 millions au deuxième trimestre de 2016, de 69 millions pour les neuf premiers mois de 2016 et de 66 millions pour les neuf premiers mois de 2015 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net a été de 201 millions de dollars, comparativement à 210 millions il y a un an et, après ajustement, il s'est chiffré à 227 millions, ayant reculé de 6 millions sur un an. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 173 millions, comparativement à 177 millions un an plus tôt puisque l'essor, sur le plan opérationnel, de la plupart des activités a été plus qu'annulé par la répercussion du recul moyen des marchés boursiers par rapport à ce qu'ils étaient il y a un an. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a été de 54 millions, ce qui signale une baisse de 2 millions en regard du troisième trimestre de 2015 puisqu'il a été affaibli par des variations défavorables des marchés, ce qui a été essentiellement compensé par les résultats exceptionnellement élevés de ces activités.

Les revenus se sont établis à 1 772 millions de dollars, comparativement à 1 336 millions il y a un an. Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont diminué de 3 %, pour se situer à 1 081 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 981 millions, ayant fléchi de 30 millions en raison surtout de l'incidence des désinvestissements qui ont eu lieu dans des périodes antérieures. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 100 millions, ce qui représente 7 millions de moins qu'il y a un an et a résulté des facteurs indiqués ci-dessus.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 810 millions de dollars et, après ajustement, elles ont totalisé 778 millions, ce qui, dans les deux cas, correspond à une baisse de 4 %, laquelle est essentiellement imputable aux désinvestissements et à une saine gestion des charges.

À 863 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont fléchi de 16 milliards, ou de 2 %, par rapport à il y a un an, ce qui tient compte des répercussions des fluctuations défavorables des cours de change.

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est dégagé à 201 millions de dollars, comparativement à 134 millions au trimestre précédent. Après ajustement, il s'est chiffré à 227 millions, contre 158 millions au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a augmenté de 83 millions en raison d'une réduction de valeur de 79 millions après impôts d'un placement en actions au trimestre précédent et de l'incidence positive de l'amélioration des marchés boursiers. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a fléchi de 14 millions en raison surtout des variations défavorables des marchés au cours du trimestre à l'étude, ce qui a été neutralisé en partie par les résultats exceptionnellement élevés de ces activités.

Les revenus, déduction faite des SCVPI, se sont situés à 1 081 millions de dollars, ayant progressé de 9 % par rapport au trimestre précédent. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont renforcés de 113 millions, ce qui reflète la réduction de valeur d'un placement au trimestre précédent, l'incidence de la progression des marchés boursiers et les deux jours supplémentaires qu'a comptés le trimestre à l'étude, ce qui a été neutralisé en partie par les répercussions des désinvestissements. Les revenus nets d'assurance ont diminué de 22 millions en raison des facteurs indiqués ci-dessus.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 810 millions de dollars, ayant baissé de 6 millions. Après ajustement, elles ont totalisé 778 millions, ce qui représente un recul de 9 millions.

Les actifs sous gestion et sous administration se sont accrus de 46 milliards de dollars, ou de 6 %, grâce essentiellement à l'appréciation des marchés boursiers et aux fluctuations favorables des cours de change.

Comparaison des neuf premiers mois de 2016 et des neuf premiers mois de 2015

Le bénéfice net a été de 483 millions de dollars, comparativement à 607 millions dans les neuf premiers mois de l'exercice précédent. Après ajustement, il s'est chiffré à 561 millions, contre 684 millions un an plus tôt. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est chiffré à 417 millions, contre 501 millions il y a un an, ce qui a découlé surtout d'une réduction de valeur d'un placement de 79 millions après impôts. L'essor sous-jacent des activités liées aux produits fondés sur les marges et aux produits tarifés a été neutralisé par l'incidence du repli moyen des marchés boursiers sur un an. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a été de 144 millions, soit 39 millions de moins que dans les neuf premiers mois de 2015. Cette baisse est survenue en raison de l'incidence plus forte des variations défavorables des marchés durant la période à l'étude et des avantages exceptionnellement importants auxquels avaient donné lieu les changements apportés un an plus tôt à notre portefeuille de placements afin d'améliorer la gestion des actifs et des passifs.

Les revenus nets ont été de 3 142 millions de dollars, contre 3 317 millions dans les neuf premiers mois de l'exercice précédent. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont chiffrés à 2 856 millions, ce qui représente une baisse de 119 millions qu'ont causée la réduction de valeur d'un placement et l'incidence du repli moyen des marchés boursiers en regard de l'exercice précédent et des désinvestissements. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'essor des activités sous-jacentes et par les répercussions positives de la plus-value du dollar américain. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, ont été de 286 millions, contre 342 millions un an plus tôt, ce qui est imputable aux facteurs indiqués ci-dessus. L'appréciation du dollar américain a ajouté 43 millions aux revenus.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 2 503 millions de dollars, soit le même montant qu'il y a un an et, après ajustement, elles ont totalisé 2 406 millions, n'ayant pour ainsi dire pas changé sur un an puisque l'incidence de l'appréciation du dollar américain et de la hausse des charges a été annulée par les répercussions des désinvestissements, tel qu'il est indiqué ci-dessus. La plus-value du dollar américain a accru les charges ajustées de 40 millions.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2016	T2-2016	T3-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Revenus nets d'intérêts (bic)	357	378	307	1 164	969
Revenus autres que d'intérêts	730	692	693	2 013	1 962
Total des revenus (bic)	1 087	1 070	1 000	3 177	2 931
Dotation à la provision pour pertes sur créances	37	44	14	89	28
Charges autres que d'intérêts	622	633	622	1 916	1 861
Bénéfice avant impôts sur le résultat	428	393	364	1 172	1 042
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	107	102	92	300	254
Bénéfice net comptable	321	291	272	872	788
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	1	–	1	1	1
Bénéfice net ajusté	322	291	273	873	789
Revenus du secteur Produits de négociation	694	730	618	2 013	1 848
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	393	340	382	1 164	1 083
Croissance du bénéfice net (%)	17,8	(1,7)	(10,6)	10,7	(10,8)
Croissance des revenus (%)	8,8	5,8	1,7	8,4	0,9
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(0,1)	2,8	5,8	3,0	4,7
Rendement des capitaux propres (%)	16,2	14,7	15,6	14,7	15,7
Levier d'exploitation (%) (bic)	8,9	3,0	(4,1)	5,4	(3,8)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	57,2	59,2	62,3	60,3	63,5
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	0,56	0,61	0,51	0,61	0,55
Actif productif moyen	254 182	251 645	238 671	254 599	237 025
Actif moyen	299 865	303 132	287 168	304 937	287 991
Solde moyen net des prêts et acceptations	46 943	45 313	37 286	45 434	35 769
Solde moyen des dépôts	149 099	143 560	141 600	149 585	138 862
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)					
Total des revenus (bic)	286	281	265	837	827
Charges autres que d'intérêts	208	216	222	639	663
Bénéfice net comptable	52	36	23	122	103
Actif productif moyen	78 210	77 317	77 802	78 091	76 083
Actif moyen	84 829	84 712	85 101	85 174	84 623
Solde moyen net des prêts et acceptations	15 615	15 143	10 778	14 834	10 506
Solde moyen des dépôts	53 291	50 112	55 586	53 079	56 214

1) Les montants avant impôts de 1 million de dollars aux troisième trimestres de 2016 et de 2015, de néant au deuxième trimestre de 2016 et de 1 million pour les neuf premiers mois de 2016 et de 2015 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du troisième trimestre de 2015

Le bénéfice net s'est chiffré à 321 millions de dollars, en hausse de 49 millions, ou de 18 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent puisque la forte croissance des revenus a compensé la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le rendement des capitaux propres s'est situé à 16,2 %, comparativement à 15,6 % un an plus tôt, en raison de la progression du bénéfice net, laquelle a été atténuée par l'attribution d'un montant plus important de fonds propres.

Les revenus ont augmenté de 87 millions de dollars, ou de 9 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, leur hausse a été de 77 millions, ou de 8 %. Les activités menées pour les clients du secteur Produits de négociation se sont intensifiées et, dans le cas du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, les revenus tirés des services bancaires aux sociétés ont augmenté, facteur neutralisé en partie par le recul des revenus tirés des services de consultation. Les profits nets sur titres des deux secteurs se sont affaiblis.

La dotation à la provision pour pertes sur créances, au montant de 37 millions de dollars, a augmenté de 23 millions en raison surtout de la hausse des dotations liées au secteur pétrolier et gazier. Les charges autres que d'intérêts sont demeurées les mêmes, mais compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, elles ont reculé de 7 millions, ou de 1 %.

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est accru de 30 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui a découlé surtout du bon rendement du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et de la baisse des frais liés au personnel, facteurs atténués par le recul des revenus du secteur Produits de négociation.

Les revenus ont augmenté de 2 %, et ce, tant en monnaie de présentation qu'en monnaie d'origine. Le bon rendement du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés qu'a permis la progression des revenus tirés de ces services et des activités de prise ferme menées pour les clients a été annulé en partie par le recul des revenus de négociation.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a baissé de 7 millions de dollars. Les charges autres que d'intérêts ont fléchi de 11 millions, ou de 2 %, et ce, tant en monnaie de présentation qu'en monnaie d'origine, ce qui est essentiellement imputable au recul des frais liés au personnel.

Comparaison des neuf premiers mois de 2016 et des neuf premiers mois de 2015

Le bénéfice net s'est chiffré à 872 millions de dollars, en hausse de 84 millions, ou de 11 %, sur un an, grâce à l'amélioration des revenus, laquelle a été contrebalancée en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges autres que d'intérêts.

Les revenus ont augmenté de 246 millions de dollars, ou de 8 %. Exclusion faite de l'incidence de la plus-value du dollar américain, les revenus se sont renforcés de 173 millions, ou de 6 %, ce qui s'explique par la hausse des revenus de négociation et de ceux générés par les services bancaires aux sociétés et des commissions sur titres, ce qui a été atténué par la diminution des profits nets sur titres.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 61 millions de dollars en raison surtout de la hausse des dotations liées au secteur pétrolier et gazier. Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 55 millions, ou de 3 %. Compte non tenu de l'incidence de la plus-value du dollar américain, ces charges ont diminué de 5 millions grâce au recul des frais liés au personnel.

Services d'entreprise

Tableau 15

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2016	T2-2016	T3-2015	Cumul 2016	Cumul 2015
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes 1)	(92)	(85)	(43)	(246)	(183)
Compensation sur une bic des groupes	(106)	(120)	(114)	(386)	(404)
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	(198)	(205)	(157)	(632)	(587)
Revenus autres que d'intérêts	35	23	30	41	167
Total des revenus (bic) 1)	(163)	(182)	(127)	(591)	(420)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	(11)	(23)	15	(66)	(11)
Charges autres que d'intérêts	89	295	59	514	487
Perte avant impôts sur le résultat	(241)	(454)	(201)	(1 039)	(896)
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(126)	(210)	(133)	(560)	(527)
Perte nette comptable	(115)	(244)	(68)	(479)	(369)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	10	11	-	27	-
Ajustement comptable cumulatif 3)	-	-	-	62	-
Coûts de restructuration 4)	-	132	-	132	106
Perte nette ajustée	(105)	(101)	(68)	(258)	(263)
Recouvrement de pertes sur créances des Services d'entreprise					
Prêts immobiliers douteux	(7)	(4)	2	(14)	25
Intérêts sur les prêts douteux	-	-	4	-	13
Prêts douteux acquis	(4)	(19)	(19)	(52)	(74)
Prêts productifs acquis	-	-	28	-	25
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	(11)	(23)	15	(66)	(11)
Solde moyen des prêts et acceptations	84	81	218	101	260
Prêts et acceptations à la clôture de la période	84	75	209	84	209
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)					
Total des revenus (bic) 1)	(30)	(36)	(24)	(103)	(65)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances 1)	(9)	(17)	11	(93)	(23)
Charges autres que d'intérêts	42	79	46	152	211
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(17)	(32)	(31)	(51)	(120)
Perte nette comptable	(46)	(66)	(50)	(111)	(133)
Total des revenus ajustés (bic) 1)	(30)	(36)	(24)	(103)	(65)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement 1)	(9)	(17)	13	(49)	(9)
Charges autres que d'intérêts ajustées	30	13	46	67	170
Perte nette ajustée	(38)	(25)	(51)	(85)	(115)

1) Depuis le premier trimestre de 2016, la réduction de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts ainsi que la dotation à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis sont constatées par PE États-Unis, conformément au mode de comptabilisation de l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés.

2) Les coûts d'intégration liés à l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO ont été essentiellement inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) L'ajustement comptable cumulatif qui a été constaté sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts était lié à la conversion des monnaies étrangères, ce qui a influé surtout sur les résultats des périodes antérieures.

4) Les charges de restructuration avant impôts ont été de 188 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 puisque nous accélérions le déploiement de la technologie afin de rehausser l'expérience client et veillons à réaliser des efficacités opérationnelles et de 149 millions au cours des neuf premiers mois de 2015, ce qui résulte surtout de mesures de restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles. Ces charges ont été prises en compte dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise sont constitués d'unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux lois et à la réglementation, la commercialisation, les communications et les ressources humaines. T&O assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information et de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition.

Les coûts de prestation des services des unités fonctionnelles et de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes relativement peu élevées sont prises en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats d'exploitation ajustés des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion de l'actif et du passif, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les résultats attribuables à certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers et certaines répercussions de la comptabilisation des prêts acquis.

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du troisième trimestre de 2015

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 115 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2016, comparativement à 68 millions il y a un an. La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 105 millions pour le trimestre, contre 68 millions un an auparavant. Les résultats ajustés ont fléchi car les revenus ont baissé, comparativement à ceux exceptionnellement élevés un an plus tôt, et les charges ont augmenté. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Comparaison du troisième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre de 2016

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 115 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 244 millions au trimestre précédent. Les résultats comptables de ce trimestre tenaient compte d'une charge de restructuration de 132 millions après impôts (188 millions avant impôts). La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 105 millions, contre 101 millions au deuxième trimestre de 2016. Les résultats ajustés ont été stables d'un trimestre à l'autre.

Comparaison des neuf premiers mois de 2016 et des neuf premiers mois de 2015

La perte nette des Services d'entreprise a été de 479 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2016, contre 369 millions il y a un an. Les résultats comptables des deux périodes tenaient compte d'une charge de restructuration. La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 258 millions pour les neuf premiers mois de 2016, comparativement à 263 millions un an auparavant. Les résultats ajustés ont été relativement stables étant donné que les charges ont diminué et que les recouvrements de pertes sur créances ont augmenté, ce qui a été atténué par une baisse des revenus.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2016	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014
Total des revenus 1)	5 633	5 101	5 075	4 982	4 826	4 526	5 055	4 640
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) 1)	691	407	366	265	218	24	747	300
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 942	4 694	4 709	4 717	4 608	4 502	4 308	4 340
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	257	201	183	128	160	161	163	170
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–
Charges autres que d'intérêts	3 092	3 312	3 270	3 093	2 971	3 112	3 006	2 887
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 593	1 181	1 256	1 496	1 477	1 229	1 139	1 283
Charge d'impôts sur le résultat	348	208	188	282	285	230	139	213
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 245	973	1 068	1 214	1 192	999	1 000	1 070
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 295	1 152	1 178	1 264	1 230	1 146	1 041	1 111
Bénéfice de base par action (\$)	1,87	1,46	1,59	1,83	1,81	1,49	1,47	1,57
Bénéfice dilué par action (\$)	1,86	1,45	1,58	1,83	1,80	1,49	1,46	1,56
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	1,94	1,73	1,75	1,90	1,86	1,71	1,53	1,63
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	1,58	1,61	1,58	1,53	1,52	1,48	1,51	1,57
Dotation à la provision pour pertes sur créances en % du solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,29	0,23	0,21	0,15	0,20	0,20	0,21	0,23
Taux d'impôt effectif (%)	21,9	17,6	15,0	18,8	19,3	18,8	12,2	16,6
Taux d'impôt effectif, après ajustement (%)	22,0	19,6	16,2	18,9	19,4	19,8	12,6	16,8
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	1,30	1,30	1,37	1,32	1,27	1,24	1,19	1,11
Bénéfice net comptable des groupes d'exploitation								
PE Canada	561	525	529	561	556	485	503	526
PE États-Unis	277	267	251	208	222	207	192	169
Services bancaires Particuliers et entreprises	838	792	780	769	778	692	695	695
Gestion de patrimoine	201	134	148	243	210	238	159	225
BMO Marchés des capitaux	321	291	260	241	272	296	220	190
Services d'entreprise	(115)	(244)	(120)	(39)	(68)	(227)	(74)	(40)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	1 245	973	1 068	1 214	1 192	999	1 000	1 070
Bénéfice net ajusté des groupes d'exploitation								
PE Canada	562	525	530	562	557	486	504	527
PE États-Unis	289	279	264	222	235	220	205	182
Services bancaires Particuliers et entreprises	851	804	794	784	792	706	709	709
Gestion de patrimoine	227	158	176	271	233	265	186	252
BMO Marchés des capitaux	322	291	260	242	273	296	220	190
Services d'entreprise	(105)	(101)	(52)	(33)	(68)	(121)	(74)	(40)
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	1 295	1 152	1 178	1 264	1 230	1 146	1 041	1 111

1) Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 66 et 67 de son Rapport annuel pour 2015. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau 16 présente un sommaire des résultats obtenus entre le quatrième trimestre de 2014 et le troisième trimestre de 2016. Ce tableau reflète les modifications des IFRS dont il est fait mention à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 140 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et unités soient transférés d'un groupe d'exploitation client à un groupe de soutien afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les chiffres des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

PE Canada

Le bénéfice net de PE Canada a été élevé tout au long de 2014. Il s'est ensuite comprimé dans la première moitié de 2015, mais a affiché une croissance plus forte dans la seconde. Même si la dotation à la provision pour pertes sur créances des neuf premiers mois de 2016 a dépassé celle de la deuxième moitié de 2015, laquelle avait été anormalement faible, le bénéfice net a, en regard de l'exercice précédent, progressé dans chacun des trimestres de 2016 grâce à la croissance des revenus. Celle-ci a résulté de la hausse des soldes et des revenus autres que d'intérêts.

PE États-Unis

Les résultats de PE États-Unis se sont améliorés à partir du quatrième trimestre de 2014 et jusqu'en 2015 grâce à la progression du bilan et à une saine gestion des charges dans un contexte où les taux d'intérêt posaient leur lot de défis. La croissance en 2016 reflète en grande partie l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO. La croissance interne des revenus et une gestion des charges empreinte de rigueur ont été contrebalancées par une hausse des pertes sur créances. Le dollar américain s'est fortement apprécié depuis 2014, ce qui a contribué à l'amélioration des résultats de PE États-Unis exprimés en dollars canadiens.

Gestion de patrimoine

Dans l'ensemble, les résultats de la Gestion de patrimoine en 2016 ont été touchés par le repli moyen des marchés boursiers sur un an. Les résultats du deuxième trimestre de 2016 reflètent également la réduction de valeur d'un placement et ceux du quatrième trimestre de 2015 ont bénéficié d'un profit sur la vente de notre unité de services de retraite aux États-Unis. Les résultats trimestriels des activités d'assurance ont fluctué, ce qui a résulté essentiellement de l'incidence des taux d'intérêt et des marchés boursiers ainsi que des changements apportés à la méthode de calcul et aux hypothèses actuarielles.

BMO Marchés des capitaux

Les activités sur les marchés ont ralenti au quatrième trimestre de 2014, et les résultats du premier trimestre de 2015 ont été affaiblis par des ajustements d'évaluation du crédit et du financement défavorables. Les résultats des deuxième et troisième trimestres de 2015 reflètent l'amélioration du rendement des secteurs Produits de négociation et Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés. Les activités sur certains marchés se sont essouffées au quatrième trimestre de 2015 ainsi qu'au premier trimestre de 2016, car la conjoncture était plus difficile. Les résultats des deuxième et troisième trimestres de 2016 témoignent de l'excellent rendement du secteur Produits de négociation, ce qui a été atténué par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ainsi que de l'amélioration de celui du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Exprimée en pourcentage du solde des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO a, en général, été relativement stable malgré une certaine variabilité d'un trimestre à l'autre et, dans les deuxième et troisième trimestres de 2016, elle a augmenté en raison surtout des dotations plus élevées qui ont été constatées en lien avec le secteur pétrolier et gazier. La diminution des recouvrements de montants déjà sortis du bilan a également contribué à sa hausse au troisième trimestre de 2016.

Services d'entreprise

Le bénéfice net trimestriel ajusté peut fluctuer d'un trimestre à l'autre et est touché par la variabilité inhérente aux avantages que procure le portefeuille de prêts acquis. Depuis le premier trimestre de 2016, la diminution de l'ajustement au titre des pertes sur créances présentée dans les revenus nets d'intérêts et la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard du portefeuille productif acquis sont comptabilisées dans PE États-Unis, ce qui cadre avec la comptabilisation de l'acquisition de Financement d'équipement de transport de BMO. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés.

Change

Le dollar américain s'est grandement renforcé depuis 2014, si ce n'est aux deuxième trimestres de 2015 et de 2016 où il s'est quelque peu replié. Un dollar américain plus fort accroît les valeurs converties des revenus, des charges, des dotations à la provision pour (des recouvrements de) pertes sur créances, des impôts sur le résultat et du bénéfice net libellés en dollars américains, mais il réduit le rendement des capitaux propres.

Charge d'impôts sur le résultat

Le taux d'impôt effectif peut varier car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures ainsi que de la proportion relative du bénéfice généré dans chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures ajustés non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Bilan

Au 31 juillet 2016, le total des actifs atteignait 691,7 milliards de dollars, ayant augmenté de 49,8 milliards en regard du 31 octobre 2015. La conversion du dollar américain n'a eu que peu d'incidence en comparaison du 31 octobre 2015.

La hausse de 29,6 milliards de dollars du solde net des prêts provient essentiellement de la croissance interne des prêts aux entreprises et aux administrations publiques imputable aux groupes d'exploitation et à l'acquisition de l'entreprise Financement d'équipement de transport de BMO. Les valeurs mobilières ont augmenté de 13,4 milliards en raison surtout de l'accroissement des titres de négociation et de ceux disponibles à la vente. Les titres pris en pension ou empruntés se sont accrus de 8,0 milliards, ce qui s'explique par les activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les autres actifs ont augmenté de 2,2 milliards, ce qui tient compte de la hausse des actifs financiers dérivés. Ceux-ci ont progressé de 1,0 milliard, en raison surtout de l'augmentation de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt par suite du recul des taux. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont baissé de 3,4 milliards.

Les passifs se sont accrus de 49,0 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2015.

L'accroissement de 29,7 milliards de dollars des dépôts a résulté d'une augmentation de 14,5 milliards des dépôts des entreprises et des administrations publiques, ce qui reflète la progression des dépôts de gros et de ceux des clients, et de hausses de 12,5 milliards des dépôts des particuliers et de 2,7 milliards des dépôts d'autres banques. Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 10,5 milliards et les titres vendus à découvert se sont accrus de 5,9 milliards en raison des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les autres passifs ont augmenté de 6,2 milliards à cause surtout des activités touchant la trésorerie. Quant aux acceptations,

elles se sont accrues de 0,5 milliard. Les passifs financiers dérivés ont reculé de 3,8 milliards en raison surtout du recul de la juste valeur des contrats de change.

Le total des capitaux propres s'est renforcé de 0,8 milliard de dollars en regard du 31 octobre 2015. Le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires s'est amélioré de 1,3 milliard en raison d'une hausse de 1,5 milliard des résultats non distribués et de 0,2 milliard des actions ordinaires, facteur neutralisé en partie par une diminution de 0,4 milliard du cumul des autres éléments du résultat global. La participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales a fléchi de 0,5 milliard par suite du rachat de titres de fiducie de capital.

Le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires s'est accru de 1,7 milliard de dollars depuis le 30 avril 2016, et ce, grâce surtout à des augmentations du cumul des autres éléments du résultat global et des résultats non distribués. La participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales est demeurée pour ainsi dire la même.

La note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé, à nos coentreprises et à des entreprises associées selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative depuis le 31 octobre 2015 et correspondent à celles décrites à la note 29 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 197 du Rapport annuel 2015 de BMO.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 77 de son Rapport annuel pour 2015. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est certaines entités de titrisation canadiennes des clients, entités à financement structuré et entités de capital et de financement ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement d'importance au cours du trimestre clos le 31 juillet 2016.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport de gestion pour 2015 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2015 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 janvier 2016 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 78 à 80 ainsi que 141 à 143 du Rapport annuel 2015 de BMO.

Modifications futures de méthodes comptables

BMO demeure à l'affût des changements éventuels que propose l'IASB et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. La note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 143 et 144 du Rapport annuel pour 2015 de BMO et la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités des trimestres clos le 31 janvier 2016, le 30 avril 2016 et le 31 juillet 2016 renferment des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications des normes existantes que la Banque devra adopter à l'avenir. Nous adopterons l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), en date du 1^{er} novembre 2017. L'IFRS 9 traite de classement et d'évaluation, de dépréciation et de comptabilité de couverture. En décembre 2015, le CBCB a publié ses *recommandations relatives au risque de crédit et à la comptabilisation des pertes de crédit attendues*, recommandations qui fournissent d'autres directives concernant l'application de l'IFRS 9 par les institutions bancaires. En juin 2016, le BSIF a publié la version finale de sa ligne directrice *IFRS 9, Instruments financiers et exigences en matière de divulgation financière*, laquelle renferme ses consignes quant à l'application de l'IFRS 9 et est conforme aux recommandations émises antérieurement par le CBCB. Notre projet de mise en œuvre de l'IFRS 9 tient compte de ces exigences.

Les pages 80 et 81 du Rapport annuel pour 2015 de BMO donnent de l'information supplémentaire à ce sujet. Nous évaluons actuellement les répercussions que cette nouvelle norme aura sur nos résultats financiers à venir. Nous nous attendons à ce que la provision générale augmente en raison de celle-ci. Toute hausse de cette provision au moment de la transition sera constatée dans les résultats non distribués.

Instruments financiers désignés

Les pages 76 et 77 du Rapport annuel pour 2015 de BMO donnent plus de renseignements sur des instruments financiers désignés qui, depuis 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru, et présentent de l'information sur les secteurs présentant un intérêt particulier, soit le secteur pétrolier et gazier et le secteur minier. Les prêts en cours de BMO dans le secteur pétrolier et gazier représentent toujours environ 2 % du total des prêts et ceux du secteur minier, toujours moins de 1 % de ce total. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre Rapport annuel pour 2015.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires ainsi qu'au paragraphe suivant, et de nous y préparer.

Budget fédéral. Le budget fédéral qui a été déposé le 22 mars 2016 aura des répercussions sur le secteur bancaire au Canada et comportait des propositions d'amendement à la *Loi sur les banques* afin d'actualiser le cadre de protection des clients du secteur financier. Tel qu'il est indiqué à la page 14 de la rubrique sur la gestion du capital, le 22 juin 2016, le gouvernement canadien a adopté les dispositions législatives qu'exige l'instauration d'un régime de recapitalisation interne visant à rehausser les mesures de résolution des problèmes bancaires au pays et à les rendre comparables à ce qui se fait sur la scène internationale.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risque de liquidité et de financement et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 70, 105 et 114 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

Gestion des risques

Nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci n'ont pas changé de manière significative en regard de celles décrites aux pages 86 à 117 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

Risque de marché

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau 17 ci-dessous présente des éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Tableau 17

	Au 31 juillet 2016				Au 31 octobre 2015				
	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
(en millions de dollars canadiens)	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	37 748	-	37 748	-	40 295	-	40 295	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 486	713	5 773	-	7 382	1 212	6 170	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières									
Titres de négociation	81 023	73 020	8 003	-	72 460	65 066	7 394	-	Taux d'intérêt, écart de taux, actions
Titres disponibles à la vente	53 660	-	53 660	-	48 006	-	48 006	-	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres détenus jusqu'à leur échéance	8 571	-	8 571	-	9 432	-	9 432	-	Taux d'intérêt
Titres divers	1 101	-	1 101	-	1 020	-	1 020	-	Actions
Titres pris en pension ou empruntés	76 112	-	76 112	-	68 066	-	68 066	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	352 298	-	352 298	-	322 717	-	322 717	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	39 194	37 160	2 034	-	38 238	35 924	2 314	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	11 835	-	11 835	-	11 307	-	11 307	-	Taux d'intérêt
Actifs divers	23 654	-	8 930	14 724	22 958	-	8 195	14 763	Taux d'intérêt
Total des actifs	691 682	110 893	566 065	14 724	641 881	102 202	524 916	14 763	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	467 846	11 714	456 132	-	438 169	9 429	428 740	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	38 890	37 031	1 859	-	42 639	39 907	2 732	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	11 835	-	11 835	-	11 307	-	11 307	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	27 092	27 092	-	-	21 226	21 226	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	50 370	-	50 370	-	39 891	-	39 891	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	50 484	-	50 199	285	44 320	-	44 218	102	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	4 461	-	4 461	-	4 416	-	4 416	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	650 978	75 837	574 856	285	601 968	70 562	531 304	102	

Certains montants des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

- 1) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.
- 2) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance et nos titres disponibles à la vente.

Risque de marché structurel lié aux activités de négociation et autres et à la prise ferme

Le total de la VaR liée aux activités de négociation a diminué au cours du trimestre en raison surtout des taux d'intérêt et des composantes des capitaux propres, ce qui a découlé des changements des taux de base du marché et de la réduction de l'exposition. Le total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a également baissé en raison de la diminution de l'exposition aux taux d'intérêt et des taux de base du marché.

Aucun changement majeur n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre.

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. La sensibilité de la valeur économique structurelle à une baisse des taux d'intérêt reflète essentiellement l'incidence des taux minimums des dépôts des clients qui ont été modélisés. L'augmentation, au cours du trimestre, de l'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt a résulté surtout de la progression des positions en actifs à taux fixe. En regard du 31 octobre 2015, la sensibilité de la valeur économique structurelle à une hausse ou à une baisse des taux d'intérêt a changé, et ce, essentiellement en raison de la mise en œuvre d'un nouveau modèle pour les dépôts au premier trimestre, modèle qui reflète la valeur plus élevée de certains dépôts lorsque les taux augmentent et l'incidence, lorsque les taux baissent, des taux minimums des dépôts des clients qui sont modélisés. La sensibilité du résultat structurel quantifie l'incidence potentielle des fluctuations des taux d'intérêt sur les revenus structurels constatés au bilan dans les douze mois à venir. L'exposition du résultat structurel à une baisse des taux d'intérêt rend surtout compte du risque qu'au moment de la révision des taux, les prêts à taux fixe ou variable se voient attribuer des taux moins élevés ainsi que du fait qu'il est plus difficile de réduire les taux des dépôts lorsque les taux d'intérêt diminuent. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt reflète surtout l'incidence positive de l'élargissement des marges sur les dépôts lorsque les taux d'intérêt augmentent. Cet avantage a diminué durant le trimestre en raison principalement de l'augmentation des positions en actifs à taux fixe, tel qu'il est indiqué ci-dessus, et de l'actualisation de certaines autres hypothèses concernant la sensibilité des passifs. Au cours des périodes à venir, les revenus de la Banque devraient continuer à bénéficier fortement des hausses de taux d'intérêt puisque les actifs à taux fixe qu'elle détient actuellement et qui échoient après douze mois se verront attribuer les taux du marché alors en vigueur. L'augmentation, en regard du 31 octobre 2015, de l'exposition à une baisse des taux rend surtout compte du fait

que les taux d'intérêt à court terme américains pourraient dorénavant reculer plus fortement vu qu'ils ont été augmentés en décembre 2015.

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 100 à 104 de son Rapport annuel pour 2015.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation 1)

Tableau 18

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016				Au 30 avril 2016	Au 31 octobre 2015
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base	(0,4)	(0,6)	(0,9)	(0,4)	(0,6)	(0,4)
VaR liée aux actions	(6,0)	(6,3)	(8,9)	(4,2)	(7,6)	(6,9)
VaR liée au change	(2,9)	(1,0)	(2,9)	(0,3)	(0,3)	(2,6)
VaR liée aux taux d'intérêt	(6,6)	(9,4)	(13,5)	(5,6)	(13,8)	(10,5)
VaR liée au crédit	(2,2)	(2,4)	(4,7)	(1,7)	(2,3)	(2,7)
Diversification	8,8	8,7	n. s.	n. s.	8,9	9,8
Total de la VaR – Négociation	(9,3)	(11,0)	(16,4)	(7,4)	(15,7)	(13,3)

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

n. s. – non significatif

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) en période de tension – Négociation 1) 2)

Tableau 19

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016				Au 30 avril 2016	Au 31 octobre 2015
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base en période de tension	(0,7)	(1,1)	(1,8)	(0,7)	(0,9)	(0,7)
VaR liée aux actions en période de tension	(16,9)	(18,5)	(20,8)	(16,4)	(14,5)	(17,6)
VaR liée au change en période de tension	(1,3)	(1,3)	(4,3)	(0,3)	(1,0)	(2,2)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension	(7,1)	(10,0)	(14,6)	(7,1)	(20,6)	(10,4)
VaR liée au crédit en période de tension	(6,1)	(5,9)	(9,3)	(5,0)	(3,9)	(5,2)
Diversification	13,0	15,7	n. s.	n. s.	17,2	15,0
Total de la VaR en période de tension – Négociation	(19,1)	(21,1)	(23,2)	(18,8)	(23,7)	(21,1)

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.

n. s. – non significatif

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt 1) 2) 3) 4) 5)

Tableau 20

(équivalent en millions de dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (avant impôts)		
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 octobre 2015
Hausse de 100 points de base	(547,4)	(405,8)	(647,6)	135,5	201,5	220,7
Baisse de 100 points de base	(90,4)	(222,2)	107,3	(148,6)	(186,4)	(95,3)

Certains montants des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

- 1) Nous avons retraité les sensibilités du résultat au risque structurel pour qu'elles soient avant impôts au premier trimestre de 2016 et nos positions pour l'exercice 2015 ont été retraitées afin d'en permettre la comparaison.
- 2) Les sensibilités du résultat et de la valeur économique à des baisses des taux d'intérêt supposent que les banques centrales du Canada et des États-Unis n'abaissent pas à moins de zéro les taux d'intérêt du financement à un jour. Ainsi, les scénarios de baisse de taux d'intérêt limitent la réduction des taux d'intérêt à court terme canadiens et américains à 50 points de base (50 points de base pour les taux canadiens et 25 points de base pour les taux américains en 2015) pour les durées les plus courtes. Les taux d'intérêt à plus long terme ne peuvent être inférieurs au niveau présumé des taux d'intérêt à court terme.
- 3) Certaines positions en titres disponibles à la vente et ne servant pas à la négociation sont gérées au moyen du cadre de gestion du risque de négociation de la Banque.
- 4) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.
- 5) Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2016 donnerait lieu à une augmentation de 104 millions de dollars de leur bénéfice avant impôts et à une hausse de 628 millions de leur valeur économique avant impôts (101 millions et 600 millions, respectivement, au 30 avril 2016; 94 millions et 511 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2016 donnerait lieu à une diminution de 104 millions de leur bénéfice avant impôts et à une diminution de 727 millions de leur valeur économique avant impôts (98 millions et 724 millions, respectivement, au 30 avril 2016; 93 millions et 612 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau 21 résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté de ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 196,9 milliards de dollars au 31 juillet 2016, contre

182,8 milliards au 30 avril 2016. La hausse des actifs liquides non grevés a résulté essentiellement de la hausse des titres non grevés et des conséquences d'un dollar américain plus fort. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'elle évalue sa position de liquidité, BMO ne considère pas les facilités de crédit auprès des banques centrales comme représentant une source de liquidité à sa disposition.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'elle détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau 22 indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

Actifs liquides						Tableau 21
(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2016					Au 30 avril 2016
	Valeurs comptables/actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	37 748	–	37 748	2 275	35 473	34 226
Dépôts à d'autres banques	6 486	–	6 486	–	6 486	7 386
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	115 935	16 299	132 234	83 503	48 731	42 704
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	20 825	1 492	22 317	3 846	18 471	16 480
Titres de créance d'entreprises	21 250	7 441	28 691	2 733	25 958	25 846
Titres de participation d'entreprises	62 457	20 987	83 444	42 202	41 242	36 100
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	220 467	46 219	266 686	132 284	134 402	121 130
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	22 827	–	22 827	2 276	20 551	20 057
Total des actifs liquides	287 528	46 219	333 747	136 835	196 912	182 799
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	114 601	–	114 601	434	114 167	112 638
Marges de crédit inutilisées accordées par des banques centrales	–	–	–	–	–	–
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	402 129	46 219	448 348	137 269	311 079	295 437

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 31 juillet 2016.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés plus d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et sont inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 juillet 2016					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	44 234	-	2 275	400	41 559
Valeurs mobilières 5)	289 513	105 191	29 369	9 315	145 638
Prêts	329 471	54 187	434	160 683	114 167
Autres actifs					
Instruments dérivés	39 194	-	-	39 194	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 835	-	-	11 835	-
Bureaux et matériel	2 257	-	-	2 257	-
Écart d'acquisition	6 250	-	-	6 250	-
Immobilisations incorporelles	2 178	-	-	2 178	-
Actifs d'impôt exigible	508	-	-	508	-
Actifs d'impôt différé	3 115	-	-	3 115	-
Actifs divers	9 346	-	-	9 346	-
Total des autres actifs	74 683	-	-	74 683	-
Total des actifs	737 901	159 378	32 078	245 081	301 364
	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 30 avril 2016					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	43 497	-	1 885	400	41 212
Valeurs mobilières 5)	287 989	117 038	29 764	8 647	132 540
Prêts	318 938	51 809	550	153 941	112 638
Autres actifs					
Instruments dérivés	40 585	-	-	40 585	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	12 091	-	-	12 091	-
Bureaux et matériel	2 230	-	-	2 230	-
Écart d'acquisition	6 149	-	-	6 149	-
Immobilisations incorporelles	2 178	-	-	2 178	-
Actifs d'impôt exigible	736	-	-	736	-
Actifs d'impôt différé	3 115	-	-	3 115	-
Actifs divers	9 103	-	-	9 103	-
Total des autres actifs	76 187	-	-	76 187	-
Total des actifs	726 611	168 847	32 199	239 175	286 390

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières reçues qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui ne peuvent être utilisés pour des raisons juridiques ou autres, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces instruments se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 9,7 milliards de dollars au 31 juillet 2016, incluant les titres détenus par la filiale d'assurance et l'entité de protection du crédit de BMO, de même que d'importants placements en titres de participation et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des FHLB.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Le tableau 23 présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016, le RLCT moyen de fin de mois, soit 127 %, a été calculé comme étant le ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le RLCT moyen a augmenté en regard de celui de 123 % du trimestre précédent, ce qui est principalement imputable à la hausse des actifs liquides de haute qualité. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de cette période. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres et d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir en période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau 21.

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a parachevé l'élaboration du ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) en 2015, ratio qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2018. Le RSLLT est une mesure réglementaire qui permet de comparer la stabilité présumée du profil de financement d'une banque à la valeur présumée de ses actifs, sur le plan de la liquidité. Le BSIF est censé publier en 2016 un document consultatif décrivant l'instauration du RSLLT au pays. Nous évaluons actuellement les répercussions de ce changement, lequel pourrait, selon les règles finales qui seront établies, accroître les coûts du financement de certaines activités. D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à partir de la page 105 de son Rapport annuel pour 2015.

Ratio de liquidité à court terme (en milliards de dollars canadiens)

Tableau 23

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Trimestre clos le 31 juillet 2016

Actifs liquides de haute qualité

Total des actifs liquides de haute qualité

Total de la valeur non pondérée (moyenne 1) 2) Total de la valeur pondérée (moyenne 2) 3)

Sorties de trésorerie

Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :

Dépôts stables

Dépôts moins stables

Financement de gros non garanti, dont :

Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives

Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)

Dettes non garanties

Financement de gros garanti

Exigences supplémentaires, dont :

Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées

Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette

Facilités de crédit et de liquidité

Autres obligations de financement contractuelles

Autres obligations de financement conditionnelles

Total des sorties de trésorerie

Entrées de trésorerie

Prêts garantis (par ex., prises en pension)

Entrées liées aux expositions parfaitement productives

Autres entrées de trésorerie

Total des entrées de trésorerie

Total de la valeur ajustée 4)

Total des actifs liquides de haute qualité

Total des sorties nettes de trésorerie

Ratio de liquidité à court terme (%)

Trimestre clos le 30 avril 2016

Total des actifs liquides de haute qualité

Total des sorties nettes de trésorerie

Ratio de liquidité à court terme (%)

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) La moyenne est calculée selon les valeurs de fin de mois pour le trimestre.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice sur les normes de liquidité.

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre à la durée à courir de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est généralement à plus court terme (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constituent de solides assises, favorisent le maintien d'une saine position de liquidité et réduisent sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 277,2 milliards de dollars au 31 juillet 2016, en hausse comparativement à 268,9 milliards au 30 avril 2016, ce qui est essentiellement imputable aux conséquences de l'appréciation du dollar américain et de la croissance des dépôts. En outre, BMO reçoit des dépôts servant à faciliter certaines activités de négociation ainsi que des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des

sociétés ou des clients institutionnels et émet, principalement à des épargnants, des billets structurés. Au 31 juillet 2016, ces dépôts et billets se chiffraient à 47,6 milliards.

Au 31 juillet 2016, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 173,4 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 51,1 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 122,3 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 167,1 milliards au 30 avril 2016 en raison surtout de l'incidence du renforcement du dollar américain et des émissions de titres de financement de gros non garanti. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau 24. La note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements à ce sujet. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 196,9 milliards au 31 juillet 2016 et qui, tel qu'il est décrit à la page 32, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme par voie de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes et de créances de marges de crédit sur valeur domiciliaire, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang (non garantis) canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO a une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre du processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources de financement éventuelles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité d'évaluation des risques et est régulièrement mis à jour au cours de l'exercice afin que les résultats réels et les plus récentes informations prévisionnelles y soient intégrés.

Échéances du financement de gros (en millions de dollars canadiens) 1)

Tableau 24

	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Au 31 juillet 2016								
Dépôts d'autres banques	4 860	509	131	37	5 537	–	9	5 546
Certificats de dépôt et papier commercial	14 410	26 591	11 111	10 277	62 389	1 276	–	63 665
Billets de dépôt au porteur	285	1 010	1 376	2 050	4 721	500	–	5 221
Papier commercial adossé à des actifs	1 340	2 040	1 742	–	5 122	–	–	5 122
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	1 900	778	3 375	4 877	10 930	11 222	16 275	38 427
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	7	124	521	97	749	233	2 858	3 840
Obligations couvertes et titrisations								
Titrisations de créances hypothécaires et d'actifs liquides de haute qualité	7	352	698	1 120	2 177	2 856	13 307	18 340
Obligations couvertes	–	–	2 611	–	2 611	561	13 831	17 003
Titrisations de créances de cartes de crédit	–	–	1 058	77	1 135	676	2 439	4 250
Dettes subordonnées 3)	–	–	468	100	568	–	5 100	5 668
Autres 4)	–	–	–	653	653	5 712	–	6 365
Total	22 809	31 404	23 091	19 288	96 592	23 036	53 819	173 447
Composé de ce qui suit :								
Financement garanti	1 347	2 392	6 109	1 850	11 698	9 805	29 577	51 080
Financement non garanti	21 462	29 012	16 982	17 438	84 894	13 231	24 242	122 367
Total 5)	22 809	31 404	23 091	19 288	96 592	23 036	53 819	173 447

1) Le financement de gros non garanti désigne celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants qui ne sont pas consolidés aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprend certains instruments de dette subordonnée présentés à des fins comptables à titre de dépôts ou autres passifs. La dette subordonnée présentée dans ce tableau l'est conformément aux recommandations de l'EDTF concernant les informations à fournir.

4) Avances des Federal Home Loan Banks.

5) Le total du financement de gros était constitué de 54,6 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 118,8 milliards de dollars de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 31 juillet 2016.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 figurant à la page 156 du Rapport annuel pour 2015 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité et étaient les suivantes au 31 juillet 2016 : AA de la part de DBRS, AA- de la part de Fitch, Aa3 de la part de Moody's et A+ de la part de Standard & Poor's. S&P et Fitch ont attribué des perspectives stables alors que celles de Moody's et de DBRS sont négatives en raison du régime de recapitalisation interne qu'a proposé le gouvernement canadien relativement aux titres d'emprunt non garantis de premier rang.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 31 juillet 2016, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 114 millions de dollars, 243 millions et 678 millions, si ses cotes étaient abaissées d'un cran, de deux crans et de trois crans, respectivement.

Risque d'assurance

Aucun changement majeur de nos méthodes de gestion de ce risque ni du degré de risque que posent nos activités d'assurance n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion du risque d'assurance de BMO sont décrites à la page 114 de son Rapport annuel pour 2015.

Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité

Aucun changement majeur de nos méthodes de gestion du risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité n'est survenu durant le trimestre comparativement à celles décrites dans la section qui traite du risque lié à la cybersécurité et dans celle qui porte sur le risque opérationnel, aux pages 87 et 111, respectivement, de son Rapport annuel pour 2015.

Expositions dans certaines régions

Les expositions de BMO dans certaines régions sont présentées et analysées aux pages 98 et 99 de son Rapport annuel pour 2015. Nos expositions dans les pays européens au 31 juillet 2016 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux 25 et 26 indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. En regard de celles au 30 avril 2016, nos expositions ont augmenté, et ce, en raison notamment de la plus-value du dollar américain, et leur hausse par rapport à celles au 31 octobre 2015 a résulté de l'augmentation des expositions au Royaume-Uni.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)

Tableau 25

Au 31 juillet 2016

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Pays GIIPE										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	13	-	-	-	-	11	40	-	51	64
Italie	1	-	-	-	-	-	3	-	3	4
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	53	-	-	-	-	1	-	-	1	54
Total - pays GIIPE	67	-	-	-	-	12	43	-	55	122
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)										
France	53	47	-	247	294	52	-	43	95	442
Allemagne	106	73	70	1 171	1 314	22	6	8	36	1 456
Pays-Bas	527	497	9	131	637	14	28	-	42	1 206
Autres 8)	209	-	-	126	126	2	7	6	15	350
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	895	617	79	1 675	2 371	90	41	57	188	3 454
Reste de l'Europe										
Danemark	6	261	-	49	310	3	-	-	3	319
Norvège	27	728	-	-	728	1	-	4	5	760
Suède	55	106	-	153	259	7	-	-	7	321
Royaume-Uni	545	70	51	354	475	1 205	66	87	1 358	2 378
Autres 8)	110	7	-	-	7	176	-	1	177	294
Total - reste de l'Europe	743	1 172	51	556	1 779	1 392	66	92	1 550	4 072
Total - Europe 9)	1 705	1 789	130	2 231	4 150	1 494	150	149	1 793	7 648

Au 30 avril 2016

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total - pays GIIPE	88	-	-	-	-	2	9	-	11	99
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	914	518	43	1 514	2 075	75	32	6	113	3 102
Total - reste de l'Europe	465	1 272	59	490	1 821	1 028	25	89	1 142	3 428
Total - Europe 9)	1 467	1 790	102	2 004	3 896	1 105	66	95	1 266	6 629

Au 31 octobre 2015

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total - pays GIIPE	73	-	-	-	-	8	24	-	32	105
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	640	535	14	1 801	2 350	93	36	8	137	3 127
Total - reste de l'Europe	523	1 217	49	946	2 212	736	16	1	753	3 488
Total - Europe 9)	1 236	1 752	63	2 747	4 562	837	76	9	922	6 720

Voir les notes du tableau 26.

	Prêts 2)								
	Tranche financée au 31 juillet 2016			Au 31 juillet 2016		Au 30 avril 2016		Au 31 octobre 2015	
Pays	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIPE									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	-	13	-	24	13	25	16	27	8
Italie	1	-	-	1	1	1	1	2	2
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	44	9	-	88	53	102	71	75	63
Total – pays GIPE	45	22	-	113	67	128	88	104	73
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)									
France	53	-	-	97	53	66	23	64	30
Allemagne	17	88	1	158	106	143	84	79	72
Pays-Bas	52	475	-	651	527	643	538	346	245
Autres 8)	95	114	-	315	209	397	269	559	293
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	217	677	1	1 221	895	1 249	914	1 048	640
Reste de l’Europe									
Danemark	6	-	-	6	6	5	5	6	6
Norvège	27	-	-	27	27	18	18	26	26
Suède	8	47	-	113	55	147	13	150	13
Royaume-Uni	64	481	-	954	545	751	345	459	387
Autres 8)	8	102	-	207	110	178	84	137	91
Total – reste de l’Europe	113	630	-	1 307	743	1 099	465	778	523
Total – Europe 9)	375	1 329	1	2 641	1 705	2 476	1 467	1 930	1 236

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 31 juillet 2016 :

- Une sûreté de 1,0 milliard d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (12 millions d'euros dans les pays GIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 70 millions d'euros.

- Des garanties de 1,6 milliard de dollars (26 millions de dollars dans les pays GIPE).

2) La tranche financée comprend les prêts (essentiellement les produits de financement commercial).

3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables.

4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 209 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique* dans les pays GIPE n'était en vigueur au 31 juillet 2016 (*inclut une position nette de 181 millions de dollars (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 24 % d'entités domiciliées dans les pays GIPE).

5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (10 milliards de dollars en Europe au 31 juillet 2016).

6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

7) Exclut les réserves de 126 millions de dollars au 31 juillet 2016 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.

8) Comprend les pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars, dont une exposition de 17 millions dans la Fédération de Russie au 31 juillet 2016.

9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 59 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's et S&P avait attribué une cote de Aaa ou AAA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le					Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts	3 193 \$	3 085 \$	3 066 \$	2 866 \$	2 842 \$	9 344 \$	8 397 \$
Valeurs mobilières	431	413	423	417	417	1 267	1 288
Dépôts à d'autres banques	56	53	61	51	47	170	139
	3 680	3 551	3 550	3 334	3 306	10 781	9 824
Charges d'intérêts							
Dépôts	776	711	689	641	664	2 176	2 040
Dette subordonnée	46	48	46	41	42	140	130
Autres passifs	384	372	335	341	373	1 091	1 202
	1 206	1 131	1 070	1 023	1 079	3 407	3 372
Revenus nets d'intérêts	2 474	2 420	2 480	2 311	2 227	7 374	6 452
Revenus autres que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	229	229	227	227	224	685	674
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	285	278	280	280	276	843	797
Revenus de négociation	332	323	227	206	269	882	781
Commissions sur prêts	221	214	211	191	195	646	546
Frais de services de cartes	127	104	108	126	114	339	334
Frais de gestion de placements et de garde de titres	380	381	391	384	398	1 152	1 168
Revenus tirés de fonds d'investissement	340	337	346	349	355	1 023	1 028
Commissions de prise ferme et de consultation	198	177	166	146	207	541	560
Profits sur titres, autres que de négociation	6	6	36	12	50	48	159
Revenus de change, autres que de négociation	37	17	60	31	46	114	141
Revenus d'assurance	804	543	443	388	342	1 790	1 374
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	50	(63)	59	56	45	46	151
Autres	150	135	41	275	78	326	242
	3 159	2 681	2 595	2 671	2 599	8 435	7 955
Total des revenus	5 633	5 101	5 075	4 982	4 826	15 809	14 407
Dotations à la provision pour pertes sur créances	257	201	183	128	160	641	484
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	691	407	366	265	218	1 464	989
Charges autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel	1 767	1 904	1 904	1 721	1 726	5 575	5 360
Bureaux et matériel	580	605	556	585	519	1 741	1 552
Amortissement des immobilisations incorporelles	112	110	111	110	105	333	301
Déplacements et expansion des affaires	146	161	150	177	148	457	428
Communications	69	80	74	80	76	223	234
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	7	12	14	13	10	33	32
Honoraires	121	125	138	153	141	384	442
Autres	290	315	323	254	246	928	740
	3 092	3 312	3 270	3 093	2 971	9 674	9 089
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 593	1 181	1 256	1 496	1 477	4 030	3 845
Charge d'impôts sur le résultat	348	208	188	282	285	744	654
Bénéfice net	1 245 \$	973 \$	1 068 \$	1 214 \$	1 192 \$	3 286 \$	3 191 \$
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	1 245	973	1 060	1 206	1 185	3 278	3 164
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	8	8	7	8	27
Bénéfice net	1 245 \$	973 \$	1 068 \$	1 214 \$	1 192 \$	3 286 \$	3 191 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens)							
De base	1,87 \$	1,46 \$	1,59 \$	1,83 \$	1,81 \$	4,91 \$	4,76 \$
Dilué	1,86	1,45	1,58	1,83	1,80	4,90	4,75
Dividendes par action ordinaire	0,86	0,84	0,84	0,82	0,82	2,54	2,42

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015	31 juillet 2016
Bénéfice net	1 245 \$	973 \$	1 068 \$	1 214 \$	1 192 \$	3 286 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts						
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net						
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente						
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	103	85	(6)	(164)	6	182
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(2)	(3)	(17)	(2)	(27)	(22)
	101	82	(23)	(166)	(21)	160
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie						
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	242	(289)	269	47	168	222
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes sur les couvertures de flux de trésorerie 4)	8	5	(14)	(10)	(13)	(1)
	250	(284)	255	37	155	221
Profits nets (pertes) à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger						
Profits (pertes) latents à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	812	(2 801)	1 623	(35)	1 866	(366)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(98)	353	(124)	(58)	(349)	131
	714	(2 448)	1 499	(93)	1 517	(235)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net						
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	(128)	(153)	(169)	108	106	(450)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	-	(196)	84	73	46	(112)
	(128)	(349)	(85)	181	152	(562)
Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts	937	(2 999)	1 646	(41)	1 803	(416)
Total du résultat global (de la perte globale)	2 182 \$	(2 026)\$	2 714 \$	1 173 \$	2 995 \$	2 870 \$
Attribuable :						
Aux actionnaires de la Banque	2 182	(2 026)	2 706	1 165	2 988	2 862
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	8	8	7	8
Total du résultat global (de la perte globale)	2 182 \$	(2 026)\$	2 714 \$	1 173 \$	2 995 \$	2 870 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (45) \$, de (34) \$, de (2) \$, de 62 \$ et de 1 \$ pour le trimestre et de (81) \$ et de 1 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 0 \$, de 0 \$, de 9 \$, de 1 \$ et de 9 \$ pour le trimestre et de 9 \$ et de 23 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (95) \$, de 98 \$, de (106) \$, de (26) \$ et de (60) \$ pour le trimestre et de (103) \$ et de (162) \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

4) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (4) \$, de (2) \$, de 4 \$, de 3 \$ et de 5 \$ pour le trimestre et de (2) \$ et de 11 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 33 \$, de (118) \$, de 43 \$, de 19 \$ et de 124 \$ pour le trimestre et de (42) \$ et de 148 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 53 \$, de 55 \$, de 62 \$, de (25) \$ et de (34) \$ pour le trimestre et de 170 \$ et de (26) \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 0 \$, de 70 \$, de (30) \$, de (26) \$ et de (17) \$ pour le trimestre et de 40 \$ et de (17) \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2015
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	37 748 \$	36 111 \$	38 961 \$	40 295 \$	48 722 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 486	7 386	7 433	7 382	8 022
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	81 023	78 960	75 488	72 460	81 286
Titres disponibles à la vente	53 660	49 690	52 321	48 006	47 981
Titres détenus jusqu'à leur échéance	8 571	8 401	9 325	9 432	9 830
Titres divers	1 101	1 145	1 367	1 020	1 012
	144 355	138 196	138 501	130 918	140 109
Titres pris en pension ou empruntés	76 112	81 890	83 603	68 066	74 684
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	109 692	106 641	107 026	105 918	104 547
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	64 242	63 831	65 886	65 598	65 702
Prêts sur cartes de crédit	8 023	7 918	7 896	7 980	8 004
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	172 334	165 192	166 141	145 076	141 941
	354 291	343 582	346 949	324 572	320 194
Provision pour pertes sur créances	(1 993)	(1 894)	(1 951)	(1 855)	(1 811)
	352 298	341 688	344 998	322 717	318 383
Autres actifs					
Instruments dérivés	39 194	40 585	49 233	38 238	48 068
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 835	12 091	11 345	11 307	10 796
Bureaux et matériel	2 257	2 230	2 339	2 285	2 279
Écart d'acquisition	6 250	6 149	6 787	6 069	6 111
Immobilisations incorporelles	2 178	2 178	2 306	2 208	2 227
Actifs d'impôt exigible	508	736	735	561	600
Actifs d'impôt différé	3 115	3 115	3 360	3 162	3 248
Actifs divers	9 346	9 103	9 692	8 673	9 193
	74 683	76 187	85 797	72 503	82 522
Total des actifs	691 682 \$	681 458 \$	699 293 \$	641 881 \$	672 442 \$
Passifs et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	35 336 \$	35 132 \$	36 255 \$	32 609 \$	35 260 \$
Entreprises et administrations publiques	272 589	255 026	278 467	258 144	267 505
Particuliers	159 921	154 635	156 114	147 416	144 852
	467 846	444 793	470 836	438 169	447 617
Autres passifs					
Instruments dérivés	38 890	45 979	52 619	42 639	50 011
Acceptations	11 835	12 091	11 345	11 307	10 796
Titres vendus à découvert	27 092	27 071	24 208	21 226	27 813
Titres mis en pension ou prêtés	50 370	59 193	49 670	39 891	47 644
Passifs d'impôt exigible	33	45	128	102	195
Passifs d'impôt différé	252	253	248	265	177
Passifs divers	50 199	48 358	43 365	43 953	45 072
	178 671	192 990	181 583	159 383	181 708
Dette subordonnée	4 461	4 643	5 250	4 416	4 433
Capitaux propres					
Actions privilégiées	3 240	3 240	3 240	3 240	2 640
Actions ordinaires	12 463	12 370	12 352	12 313	12 296
Surplus d'apport	294	298	298	299	302
Résultats non distribués	20 456	19 806	19 409	18 930	18 281
Cumul des autres éléments du résultat global	4 224	3 287	6 286	4 640	4 681
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	40 677	39 001	41 585	39 422	38 200
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	27	31	39	491	484
Total des capitaux propres	40 704	39 032	41 624	39 913	38 684
Total des passifs et des capitaux propres	691 682 \$	681 458 \$	699 293 \$	641 881 \$	672 442 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
Actions privilégiées				
Solde à l'ouverture de la période	3 240 \$	2 640 \$	3 240 \$	3 040 \$
Émises au cours de la période	-	350	-	350
Rachetées au cours de la période	-	(350)	-	(750)
Solde à la clôture de la période	3 240	2 640	3 240	2 640
Actions ordinaires				
Solde à l'ouverture de la période	12 370	12 330	12 313	12 357
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	45	-	45	57
Émises en vertu du régime d'options sur actions	48	4	105	35
Rachetées aux fins d'annulation	-	(38)	-	(153)
Solde à la clôture de la période	12 463	12 296	12 463	12 296
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture de la période	298	303	299	304
Charges liées aux options sur actions/options exercées	(4)	-	(6)	1
Autres	-	(1)	1	(3)
Solde à la clôture de la période	294	302	294	302
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	19 806	17 765	18 930	17 237
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 245	1 185	3 278	3 164
Dividendes - Actions privilégiées	(40)	(23)	(116)	(87)
- Actions ordinaires	(555)	(527)	(1 636)	(1 560)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(111)	-	(465)
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	-	(3)	-	(3)
Frais d'émission d'actions	-	(5)	-	(5)
Solde à la clôture de la période	20 456	18 281	20 456	18 281
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres disponibles à la vente				
Solde à l'ouverture de la période	(16)	112	(75)	156
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	103	6	182	(2)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(2)	(27)	(22)	(63)
Solde à la clôture de la période	85	91	85	91
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie				
Solde à l'ouverture de la période	583	420	612	141
Profits sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	242	168	222	481
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes au cours de la période 4)	8	(13)	(1)	(47)
Solde à la clôture de la période	833	575	833	575
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger				
Solde à l'ouverture de la période	3 124	2 649	4 073	1 368
Profits (pertes) latents à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	812	1 866	(366)	3 222
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(98)	(349)	131	(424)
Solde à la clôture de la période	3 838	4 166	3 838	4 166
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel				
Solde à l'ouverture de la période	(412)	(304)	(90)	(290)
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	(128)	106	(450)	92
Solde à la clôture de la période	(540)	(198)	(540)	(198)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur				
Solde à l'ouverture de la période	8	1	120	-
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	-	46	(112)	47
Solde à la clôture de la période	8	47	8	47
Total du cumul des autres éléments du résultat global	4 224	4 681	4 224	4 681
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	40 677 \$	38 200 \$	40 677 \$	38 200 \$
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales				
Solde à l'ouverture de la période	31	487	491	1 091
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	-	7	8	27
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	-	(10)	(10)	(37)
Rachat de titres de fiducie de capital	-	-	(450)	(600)
Autres	(4)	-	(12)	3
Solde à la clôture de la période	27	484	27	484
Total des capitaux propres	40 704 \$	38 684 \$	40 704 \$	38 684 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (45) \$, de 1 \$, de (81) \$ et de 1 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 0 \$, de 9 \$, de 9 \$ et de 23 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

3) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (95) \$, de (60) \$, de (103) \$ et de (162) \$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

4) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (4) \$, de 5 \$, de (2) \$ et de 11 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 33 \$, de 124 \$, de (42) \$ et de 148 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 53 \$, de (34) \$, de 170 \$ et de (26) \$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 0 \$, de (17) \$, de 40 \$ et de (17) \$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	1 245 \$	1 192 \$	3 286 \$	3 191 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	6	3	13	8
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(12)	(53)	(61)	(167)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	(1 302)	2 447	(8 597)	6 724
Dotation à la provision pour pertes sur créances	257	160	641	484
Variation des instruments dérivés – (augmentation) diminution des actifs dérivés	2 413	(8 644)	523	(16 519)
– augmentation (diminution) des passifs dérivés	(8 710)	6 409	(5 323)	17 495
Amortissement des bureaux et du matériel	96	94	286	282
Amortissement d'autres actifs	59	–	159	–
Amortissement des immobilisations incorporelles	112	105	333	301
Diminution nette de l'actif d'impôt différé	85	132	39	140
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt différé	4	(21)	–	(14)
Diminution nette de l'actif d'impôt exigible	275	91	11	194
(Diminution) nette du passif d'impôt exigible	(13)	(21)	(65)	(47)
Variation des intérêts courus – (augmentation) diminution des intérêts à recevoir	71	18	(13)	94
– augmentation (diminution) des intérêts à payer	(21)	(112)	16	(177)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	2 429	3 612	1 515	5 654
Augmentation nette des dépôts	12 526	6 522	26 261	20 697
(Augmentation) nette des prêts	(5 586)	(5 228)	(20 308)	(11 058)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(404)	1 299	5 992	(430)
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	(10 358)	2 963	10 628	2 988
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	7 692	(6 471)	(8 014)	(14 475)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	864	4 497	7 322	15 365
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	(6)	(365)	3 116	(383)
Produit de l'émission (échec) d'obligations couvertes	1 927	(2 538)	4 261	210
Produit de l'émission de (remboursement sur) la dette subordonnée	(250)	–	50	(500)
Produit de l'émission d'actions privilégiées	–	350	–	350
Rachat d'actions privilégiées	–	(353)	–	(753)
Frais d'émission d'actions	–	(5)	–	(5)
Rachat de titres de fiducie de capital	–	–	(450)	(600)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	49	4	106	36
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	–	(149)	–	(618)
Dividendes versés en trésorerie	(533)	(546)	(1 670)	(1 585)
Dividendes versés en trésorerie à la participation ne détenant pas le contrôle	–	(10)	(10)	(37)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	1 187	(3 612)	5 403	(3 885)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	1 071	(282)	873	(1 026)
Achats de titres, autres que de négociation	(8 159)	(4 643)	(21 686)	(13 030)
Échéances de titres, autres que de négociation	1 626	1 847	4 599	3 903
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	4 319	7 168	12 985	13 606
Bureaux et matériel – (achats) sorties nets	(81)	10	(259)	(93)
Logiciels achetés et développés – (achats) nets	(104)	(84)	(293)	(237)
Acquisitions	–	–	(12 078)	–
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 328)	4 016	(15 859)	3 123
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	914	3 418	587	5 733
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 637	8 319	(2 547)	20 336
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	36 111	40 403	40 295	28 386
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	37 748 \$	48 722 \$	37 748 \$	48 722 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 219 \$	1 172 \$	3 391 \$	3 516 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	106 \$	150 \$	732 \$	490 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	3 784 \$	3 269 \$	10 851 \$	9 826 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 juillet 2016 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés et offrons une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2015 et à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités du premier trimestre. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2015, qui figurent aux pages 140 à 201 de notre Rapport annuel 2015. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 23 août 2016.

Changements futurs aux IFRS

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications à l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions* (IFRS 2), relatives au classement et à l'évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Nous ne croyons pas que ces modifications auront une incidence importante sur nos états financiers consolidés. En ce qui concerne la Banque, les modifications entrent en vigueur le 1^{er} novembre 2018.

Note 2 : Valeurs mobilières

Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2016				31 octobre 2015			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	6 923	102	2	7 023	7 906	78	14	7 970
des administrations provinciales et municipales canadiennes	4 745	147	2	4 890	4 890	68	33	4 925
l'administration fédérale américaine	6 783	137	2	6 918	1 750	9	5	1 754
des municipalités, agences et États américains	6 091	100	6	6 185	6 026	65	6	6 085
d'autres administrations publiques	5 326	28	2	5 352	5 404	11	3	5 412
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – Canada 1)	2 937	23	3	2 957	2 994	22	12	3 004
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – États-Unis	9 737	105	11	9 831	9 165	35	12	9 188
Titres de créance d'entreprises	8 787	132	5	8 914	7 909	61	15	7 955
Titres de participation d'entreprises	1 502	121	33	1 590	1 648	117	52	1 713
Total	52 831	895	66	53 660	47 692	466	152	48 006

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les autres passifs à notre bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Total	
	31 juillet 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
Pour les périodes de trois mois closes le								
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	64	77	131	118	245	189	440	384
Montants sortis du bilan	(9)	(16)	(161)	(168)	(68)	(85)	(238)	(269)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	3	10	40	63	26	42	69	115
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	8	16	118	116	131	28	257	160
Fluctuations de change et autres	(3)	(3)	(2)	(8)	(3)	14	(8)	3
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	63	84	126	121	331	188	520	393
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	77	80	672	668	884	846	1 633	1 594
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(5)	(2)	(32)	(31)	37	33	-	-
Fluctuations de change et autres	2	5	6	16	21	45	29	66
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	74	83	646	653	942	924	1 662	1 660
Total de la provision pour pertes sur créances	137	167	772	774	1 273	1 112	2 182	2 053
Composition : Prêts	110	142	772	773	1 111	896	1 993	1 811
Autres instruments de crédit	27	25	-	1	162	216	189	242

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Total	
	31 juillet 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
Pour les périodes de neuf mois closes le								
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	69	88	113	99	210	237	392	424
Montants sortis du bilan	(33)	(48)	(492)	(510)	(194)	(246)	(719)	(804)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	13	21	120	142	130	149	263	312
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	27	40	399	388	215	56	641	484
Fluctuations de change et autres	(13)	(17)	(14)	2	(30)	(8)	(57)	(23)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	63	84	126	121	331	188	520	393
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	111	83	714	678	835	781	1 660	1 542
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(38)	(10)	(66)	(53)	104	63	-	-
Fluctuations de change et autres	1	10	(2)	28	3	80	2	118
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	74	83	646	653	942	924	1 662	1 660
Total de la provision pour pertes sur créances	137	167	772	774	1 273	1 112	2 182	2 053
Composition : Prêts	110	142	772	773	1 111	896	1 993	1 811
Autres instruments de crédit	27	25	-	1	162	216	189	242

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 21 millions de dollars et de 57 millions ont été inscrits pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, respectivement (21 millions et 63 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Prêts restructurés

La valeur comptable des prêts que nous avons restructurés était de 960 millions de dollars au 31 juillet 2016 (730 millions au 31 octobre 2015), dont une tranche de 517 millions de dollars a été classée comme prêts structurés productifs au 31 juillet 2016 (361 millions au 31 octobre 2015). Des prêts restructurés de 8 millions de dollars et de 49 millions ont été sortis du bilan au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016 (42 millions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015).

Prêts productifs acquis

Le 1^{er} décembre 2015, nous avons acquis les activités de financement du transport de GE Capital (FET de BMO), ce qui représente un ajout de 10 688 millions de dollars au titre des prêts productifs, déduction faite d'un ajustement de 81 millions au titre des pertes sur créances et d'une prime de taux d'intérêt de 41 millions, dans notre bilan consolidé. Les prêts acquis et nos prêts productifs acquis existants sont comptabilisés de la même façon.

Les montants qui suivent reflètent l'incidence de la comptabilisation du prêt acquis sur le portefeuille existant et celui de FET de BMO.

En ce qui concerne les prêts productifs à échéance fixe, l'ajustement au titre des pertes sur créances futures est entièrement amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 4 millions de dollars et à 11 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, respectivement (6 millions et 21 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement). Les pertes sur créances subies sont réévaluées chaque période de présentation de l'information financière, et toute hausse est comptabilisée en tant qu'augmentation de la provision générale et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les baisses des pertes sur créances subies sont comptabilisées à titre de diminution de la provision générale et de la dotation à la provision pour pertes sur créances jusqu'à ce que la provision générale cumulative relative à ces prêts soit épuisée. Toute diminution supplémentaire est comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts.

La réévaluation des pertes sur créances subies à l'égard des prêts productifs à échéance fixe a donné lieu pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016 à un recouvrement respectif de néant et de 11 millions de dollars au titre de la provision générale pour pertes sur créances et de 7 millions et de 26 millions au titre des revenus nets d'intérêts, respectivement (recouvrement de 9 millions et charge de 6 millions au titre de la provision générale pour pertes sur créances et de néant et de néant au titre des revenus nets d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015).

En ce qui concerne les prêts productifs renouvelables, l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et futures est amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. L'incidence de l'amortissement sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 1 million de dollars et à 4 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, respectivement (5 millions et 13 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015).

À mesure que les prêts productifs sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances non amorti connexe est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts au cours de la période où les remboursements sont reçus. L'incidence de ces remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 9 millions de dollars et à 31 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, respectivement (18 millions et 46 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement).

Pour l'ensemble des prêts productifs, la prime de taux d'intérêt est amortie par imputations aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence de l'amortissement et des remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est traduite par une charge de 14 millions de dollars et de 42 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, respectivement (charge de 17 millions et de 39 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement).

Le montant réel des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances relativement à ces prêts productifs est constaté au fur et à mesure que les pertes surviennent suivant la méthode que nous appliquons aux prêts que nous montons. Le total des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances à l'égard des prêts productifs acquis s'est chiffré à 5 millions de dollars et à 15 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, respectivement (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 28 millions et de 25 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015).

Au 31 juillet 2016, le montant des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 10 332 millions de dollars (4 993 millions au 31 octobre 2015). Au 31 juillet 2016, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel sur les prêts à terme productifs et les prêts renouvelables s'établissait à 238 millions de dollars et à 60 millions, respectivement (258 millions et 75 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 298 millions de dollars, une tranche de 160 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances qui sera amorti sur la durée résiduelle du portefeuille. Le solde de 138 millions de dollars correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et sera réévaluée chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts douteux acquis

Le 1^{er} décembre 2015, nous avons comptabilisé 105 millions de dollars au titre des prêts douteux acquis, déduction faite d'un ajustement au titre des pertes sur créances de 19 millions, relativement à notre acquisition de FET de BMO. Les actifs acquis et nos prêts douteux acquis existants sont comptabilisés de la même façon. Les montants qui suivent reflètent l'incidence de la comptabilisation du prêt acquis sur le portefeuille existant et celui de FET de BMO.

Après la date d'acquisition, nous réévaluons régulièrement le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une hausse des flux de trésorerie attendus entraîne une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances ainsi qu'une diminution de tout montant précédemment constaté à l'égard de la provision pour pertes sur créances ou, si aucune provision de cette nature n'existe, une hausse de la valeur comptable des prêts douteux acquis. Une baisse des flux de trésorerie attendus se solde par une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances et par une augmentation de la provision pour pertes sur créances. L'incidence de ces évaluations a consisté en une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 2 millions de dollars et de 50 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, respectivement (reprise de 19 millions et de 74 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement).

Au 31 juillet 2016, le montant des prêts douteux acquis restant au bilan était de 299 millions de dollars (383 millions au 31 octobre 2015). Au 31 juillet 2016, le montant de l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établissait à 5 millions (néant au 31 octobre 2015).

Prêts couverts par FDIC

Certains prêts acquis sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, nous avons comptabilisé des recouvrements nets de 6 millions de dollars et de 19 millions, respectivement (recouvrements nets de 3 millions et dotations nettes à la provision pour pertes sur créances de 29 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés à nos instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux. Il désigne également les risques de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. La gestion du risque de liquidité et de financement est une condition essentielle au maintien de la sécurité et de la solidité de l'organisation, de la confiance des déposants et de la stabilité du résultat. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, et ce, même en période difficile.

Note 5 : Transfert d'actifs

Nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers, dont le Programme des Obligations hypothécaires du Canada, et directement à des tiers investisseurs en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH. Nous déterminons si la quasi-totalité de leurs risques et avantages ont été transférés, ce qui sert à établir s'ils peuvent être décomptabilisés.

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs transférés, qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation, ainsi que les passifs connexes.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2016 1)		31 octobre 2015	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	5 968		7 458	
Autres actifs connexes 2)	11 164		10 181	
Total	17 132	16 684	17 639	17 199

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 17 244 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 17 293 millions, pour une position nette de (49) millions au 31 juillet 2016 (17 785 millions, 17 666 millions et 119 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

2) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs éayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, nous avons vendu des prêts de 1 592 millions de dollars et de 4 834 millions, respectivement, à des programmes de titrisation de tiers (1 860 millions et 5 052 millions au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement).

Note 6 : Acquisitions

Activités de financement du transport de GE Capital Corporation (FET de BMO)

Le 1^{er} décembre 2015, nous avons conclu l'acquisition des actifs nets des activités de financement du transport de GE Capital pour une contrepartie en trésorerie de 9,0 milliards de dollars américains (12,1 milliards de dollars canadiens). L'acquisition reflète nos activités bancaires auprès des entreprises au Canada et aux États-Unis et viendra élargir notre clientèle commerciale. L'acquisition a été comptabilisée en tant que regroupement d'entreprises, et l'entreprise acquise de même que l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans ceux de nos unités d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis et au Canada.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons essentiellement acquis des prêts, des actifs faisant l'objet de contrats de location simple, des immobilisations incorporelles et un écart d'acquisition. Nous avons comptabilisé un ajustement de 100 millions de dollars au titre des pertes sur créances et une prime de taux d'intérêt de 41 millions sur le portefeuille de prêts acquis. En outre, nous avons comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 72 millions afin de réduire la valeur des actifs faisant l'objet de contrats de location simple. Une immobilisation incorporelle constituée de courtiers et de relations clients est amortie selon un mode accéléré sur une période de 15 ans, et une immobilisation incorporelle liée à la technologie est amortie sur une période de cinq ans selon le mode linéaire. Un écart d'acquisition de 410 millions à l'égard de cette transaction est déductible à des fins fiscales.

FET de BMO a compté pour environ 13 % des revenus et des charges des unités de PE États-Unis depuis l'acquisition.

Les justes valeurs estimées des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2016
	Total
Prêts	10 793
Écart d'acquisition	410
Immobilisations incorporelles	63
Autres actifs	1 087
Total des actifs	12 353
Autres passifs	275
Prix d'achat	12 078

La ventilation du prix d'achat pourrait être peaufinée lorsque nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

Note 7 : Dépôts, autres passifs et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4)		Total	
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts							
	31 juillet 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2016	31 octobre 2015	31 juillet 2016	31 octobre 2015
Catégories de déposants :										
Banques 1)	562	828	1 640	1 222	3 910	4 123	29 224	26 436	35 336	32 609
Entreprises et administrations publiques	16 786	15 262	35 419	35 212	56 805	57 335	163 579	150 335	272 589	258 144
Particuliers	3 360	3 095	17 279	15 095	85 891	83 081	53 391	46 145	159 921	147 416
Total 2) 3)	20 708	19 185	54 338	51 529	146 606	144 539	246 194	222 916	467 846	438 169
Domiciliation :										
Canada	18 527	17 031	39 144	35 300	76 209	75 470	141 797	120 199	275 677	248 000
États-Unis	1 404	1 517	15 087	16 091	69 429	68 396	77 188	76 980	163 108	162 984
Autres pays	777	637	107	138	968	673	27 209	25 737	29 061	27 185
Total	20 708	19 185	54 338	51 529	146 606	144 539	246 194	222 916	467 846	438 169

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Au 31 juillet 2016 et au 31 octobre 2015, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 38 022 millions de dollars et 26 960 millions de dollars de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 juillet 2016 et au 31 octobre 2015, les dépôts comprenaient des dépôts de 234 055 millions de dollars et de 221 268 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 22 648 millions et de 19 898 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend des dépôts de 221 834 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 125 063 millions étaient domiciliés au Canada, 69 566 millions, aux États-Unis et 27 205 millions, dans d'autres pays (200 907 millions, 103 101 millions, 72 073 millions et 25 733 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Des dépôts de 125 063 millions domiciliés au Canada, 47 397 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 10 970 millions, dans trois à six mois, 11 332 millions, dans six à douze mois et 55 364 millions, dans plus de douze mois (103 101 millions, 36 434 millions, 4 956 millions, 11 916 millions et 49 795 millions, respectivement, au 31 octobre 2015).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les dépôts à vue sont constitués essentiellement des comptes de chèques de nos clients, comptes dont certains sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer des fonds de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à payer à terme fixe sont constitués de divers instruments de placement, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti, les fonds fédéraux, le papier commercial, les obligations couvertes et les billets à moyen terme de premier rang.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2016, nous avons émis pour 1 500 millions de dollars américains d'obligations couvertes à 1,75 %, série CBL 9, échéant le 15 juin 2021.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, nous avons émis pour 1 500 millions d'euros d'obligations couvertes à 0,125 %, série CBL 8, échéant le 19 avril 2021.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, nous avons émis pour 1 500 millions d'euros d'obligations couvertes à 0,10 %, série CBL 7, échéant le 14 janvier 2019.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, des obligations couvertes, série CB3, à 2,625 % d'un montant de 1 500 millions de dollars américains sont arrivées à échéance.

Le 18 juillet 2016, nous avons émis pour 2 000 millions de dollars américains de billets à moyen terme de premier rang (série C), soit 1 600 millions de dollars américains de billets de premier rang à 1,5 % et 400 millions de dollars américains de billets à taux variable portant intérêt au TIOL à trois mois majoré de 0,65 %, échéant le 18 juillet 2019.

Le 15 juillet 2016, des billets à moyen terme de premier rang (série B) d'un montant de 2 000 millions de dollars américains sont arrivés à échéance, lesquels comprenaient 1 000 millions de dollars américains de billets de premier rang à 1,3 % et 1 000 millions de dollars américains de billets à taux variable portant intérêt au TIOL à trois mois majoré de 0,52 %.

Autres passifs

Le 19 juillet 2016, nous avons émis pour 750 millions de dollars de billets de catégorie A adossés à des lignes de crédit garanties par des biens immobiliers, série 2016-1, à 1,67 % et échéant le 23 juillet 2021. Les billets ont été émis par l'une de nos entités de financement.

Le 13 juillet 2016, nous avons émis pour 1 000 millions de dollars américains de billets adossés à des créances sur cartes de crédit, série 2016-3, portant intérêt au TIOL à un mois majoré de 0,95 % échéant le 22 janvier 2022. Les billets ont été émis par l'une de nos entités de financement.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2016, 500 millions de dollars américains de billets adossés à des créances sur cartes de crédit, série 2013-3, portant intérêt au TIOL à un mois majoré de 0,43 % sont venus à échéance.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2016, 800 millions de dollars de billets adossés à des créances sur cartes de crédit, série 2011-1, à 3,502 % sont venus à échéance.

Le 18 avril 2016, nous avons émis pour 450 millions de dollars américains de billets adossés à des créances sur cartes de crédit, série 2016-1, portant intérêt au TIOL à un mois majoré de 0,75 % échéant le 18 mars 2021. Les billets ont été émis par l'une de nos entités de financement.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2016, 400 millions de dollars américains de billets adossés à des créances sur cartes de crédit, série 2011-2, portant intérêt au taux CDOR à trois mois majoré de 0,58 % sont venus à échéance.

Dette subordonnée

Le 31 mai 2016, nous avons, aux termes de notre programme de billets à moyen terme canadien, émis pour 1 250 millions de dollars de billets subordonnés portant intérêt au taux de 3,32 %. Ces titres, soit des billets à moyen terme, série I, première tranche, échoient le 1^{er} juin 2026 et leur taux deviendra variable le 1^{er} juin 2021.

Le 8 décembre 2015, nous avons, aux termes de notre programme de billets à moyen terme canadien, émis pour 1 000 millions de dollars de dette subordonnée portant intérêt au taux de 3,34 %. Ces titres, soit des billets à moyen terme, série H, deuxième tranche, échoient le 8 décembre 2025 et leur taux deviendra variable le 8 décembre 2020.

Les billets à moyen terme, série H, deuxième tranche et les billets à moyen terme, série I, première tranche sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité émis, ce qui est nécessaire pour que les billets puissent être considérés comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, ces billets peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

Le 8 juillet 2016, nous avons racheté la totalité de nos débentures subordonnées et de nos billets à moyen terme, série G, première tranche de 1 500 millions de dollars à un prix de rachat correspondant à 100 % du capital majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Le 21 avril 2016, nous avons racheté la totalité de nos débentures subordonnées et de nos billets à moyen terme, série D, première tranche de 700 millions de dollars à un prix de rachat correspondant à 100 % du capital majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Note 8 : Capitaux propres

Actions ordinaires et privilégiées en circulation ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 juillet 2016		31 octobre 2015		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	non convertibles
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	non convertibles
Catégorie B – Série 16	6 267 391	157	6 267 391	157	catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 17	5 732 609	143	5 732 609	143	catégorie B – Série 16 2)
Catégorie B – Série 25	11 600 000	290	11 600 000	290	catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	6 000 000	150	non convertibles 3)
Catégorie B – Série 36	600 000	600	600 000	600	catégorie B – Série 37 2) 3)
		3 240		3 240	
Actions ordinaires 4)	644 857 609	12 463	642 583 341	12 313	
Capital social		15 703		15 553	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 17 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2015, aux pages 170 à 184 de notre Rapport annuel 2015.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconvertir en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

4) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 10 540 077 actions ordinaires au 31 juillet 2016 (12 111 153 actions ordinaires au 31 octobre 2015).

Actions privilégiées

Le 27 juin 2016, nous avons annoncé que nous n'avions pas l'intention d'exercer notre droit de rachat, le 25 août 2016, visant les actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 25, (actions privilégiées, série 25) actuellement en circulation. Par conséquent et sous réserve de certaines conditions, les porteurs de ces actions privilégiées avaient le droit, à leur gré, de convertir, au plus tard le 10 août 2016, à raison de une contre une, la totalité ou une partie de leurs actions privilégiées, série 25, en actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif et à taux variable, série 26 (actions privilégiées, série 26) en date du 25 août 2016. À compter du 25 août 2016, environ 9,4 millions d'actions privilégiées, série 25, et environ 2,2 millions d'actions privilégiées, série 26, seront en circulation. À compter du 25 août 2016, le taux fixe de dividende non cumulatif pour les actions privilégiées, série 25, sera de 1,805 %. Le taux de dividende des actions privilégiées, série 26, pour la période de trois mois commençant le 25 août 2016 et se terminant le 24 novembre 2016 sera de 1,622 %.

Actions ordinaires

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, nous n'avons racheté aucune action ordinaire.

Le 1^{er} février 2016, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, offre d'une durée de un an. Aux termes de celle-ci, nous pouvons racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 15 millions de nos actions ordinaires. Les dates et les montants des achats effectués en vertu de cette offre sont assujettis aux autorisations des organismes de réglementation et seront déterminés par la direction en fonction de facteurs comme les conditions du marché et la suffisance du capital. Nous consulterons périodiquement le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

Titres de fiducie de capital

Le 31 décembre 2015, nous avons racheté la totalité de nos titres de fiducie de capital BMO – série E (BOaTS BMO – série E) pour un montant équivalant à 1 000 \$, pour un prix de rachat total de 450 millions de dollars majoré des distributions déclarées et non réglées.

Note 9 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, aux pages 172 à 179, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

	31 juillet 2016		31 octobre 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres				
Titres détenus jusqu'à l'échéance	8 571	8 716	9 432	9 534
Autres 1)	780	2 990	655	2 365
	9 351	11 706	10 087	11 899
Titres pris en pension 2)	61 948	62 475	55 626	54 979
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	109 692	109 930	105 918	106 322
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	64 242	63 567	65 598	64 668
Prêts sur cartes de crédit	8 023	7 776	7 980	7 728
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	172 334	170 334	145 076	143 387
	354 291	351 607	324 572	322 105
Dépôts 3)	456 132	456 407	428 740	429 032
Titres mis en pension 4)	44 867	45 498	33 576	33 704
Passifs divers 5)	23 285	24 224	22 497	23 025
Dettes subordonnées	4 461	4 529	4 416	4 590

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres prêtés et certains autres passifs.

1) Les titres divers ne tiennent pas compte de 321 millions de dollars de titres liés à nos activités de banque d'affaires qui sont inscrits à la juste valeur au bilan (365 millions de dollars au 31 octobre 2015).

2) Ne tient pas compte de 14 164 millions de dollars de titres empruntés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (12 440 millions au 31 octobre 2015).

3) Ne tient pas compte de 11 714 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (9 429 millions au 31 octobre 2015).

4) Ne tient pas compte de 5 503 millions de dollars de titres prêtés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (6 315 millions au 31 octobre 2015).

5) Les passifs divers comprennent la titrisation et les passifs des entités structurées de même que certains autres passifs de filiales autres que des dépôts.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

La majorité de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de baisse de 395 millions de dollars et de 237 millions dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de baisse de 7 millions et de 150 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, respectivement (hausse de 140 millions et de 14 millions comptabilisée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et hausse de 59 millions et de 59 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement). L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Les variations cumulées de la juste valeur, qui sont attribuables aux fluctuations de nos propres écarts de taux et qui ont été comptabilisées entre le moment où ces billets ont été désignés comme étant à la juste valeur et le 31 juillet 2016, correspondent à une perte latente d'environ 83 millions de dollars, soit une perte latente de 7 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et une perte latente de 76 millions comptabilisée à l'état des résultats, avant l'adoption des dispositions sur le risque de crédit propre à l'entité de l'IFRS 9.

Au 31 juillet 2016, la juste valeur et le montant nominal dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 11 714 millions de dollars et de 11 765 millions (9 429 millions et 9 869 millions, respectivement, au 31 octobre 2015). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 7 879 millions de dollars au 31 juillet 2016 (6 961 millions au 31 octobre 2015) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une augmentation de 356 millions et de 518 millions des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, respectivement (diminution de 34 millions et augmentation de 270 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 649 millions de dollars au 31 juillet 2016 (525 millions au 31 octobre 2015), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une hausse de 44 millions et de 67 millions des sinistres, commissions et passifs au titre des indemnités pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, respectivement (hausse de 6 millions et de 22 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement). Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, une augmentation de 7 millions et une diminution de 2 millions, respectivement, a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux (augmentation de 4 millions et 5 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des contrats de placement sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Les passifs liés à la titrisation et aux entités structurées tiennent compte de montants au titre des billets émis par notre entité de protection de crédit et ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur. Cela élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs et de compenser les variations de la juste valeur des investissements et des dérivés connexes émis par ces entités sur des bases différentes. La juste valeur de ces passifs, soit 140 millions de dollars au 31 juillet 2016 (139 millions au 31 octobre 2015), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de leur juste valeur a donné lieu à une baisse des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, de moins de 1 million et de moins de 1 million pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, respectivement (baisse de moins de 1 million et de moins de 1 million pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement).

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 321 millions de dollars au 31 juillet 2016 (365 millions au 31 octobre 2015) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 19 millions et de 36 millions des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, respectivement (diminution de 12 millions et de 32 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement).

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2016			31 octobre 2015		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
Titres de négociation						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	12 438	1 512	–	12 342	1 512	–
des provinces et municipalités canadiennes	3 548	3 908	–	3 183	3 568	–
l'administration fédérale américaine	3 502	132	–	2 937	314	–
des municipalités, agences et États américains	–	1 174	–	–	589	98
d'autres administrations publiques	428	44	–	396	15	–
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	–	1 333	–	–	491	–
Titres de créance d'entreprises	469	9 509	122	328	8 717	243
Titres de participation d'entreprises	41 715	1 189	–	35 901	1 826	–
	62 100	18 801	122	55 087	17 032	341
Titres disponibles à la vente						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	5 406	1 617	–	4 988	2 982	–
des provinces et municipalités canadiennes	2 985	1 905	–	2 658	2 267	–
l'administration fédérale américaine	6 918	–	–	1 754	–	–
des municipalités, agences et États américains	–	6 184	1	–	6 084	1
d'autres administrations publiques	2 947	2 405	–	2 328	3 084	–
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	–	12 788	–	–	12 192	–
Titres de créance d'entreprises	5 661	3 241	12	5 977	1 972	6
Titres de participation d'entreprises	67	97	1 426	358	104	1 251
	23 984	28 237	1 439	18 063	28 685	1 258
Titres divers	–	–	321	–	–	365
Passifs à la juste valeur						
Titres vendus à découvert	24 308	2 784	–	19 499	1 727	–
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	–	11 862	–	–	9 577	–
Passifs au titre des rentes	–	649	–	–	525	–
	24 308	15 295	–	19 499	11 829	–
Actifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	4	21 314	–	5	19 248	–
Contrats de change	53	15 723	–	18	16 281	–
Contrats sur produits de base	487	825	–	605	1 062	–
Contrats sur titres de participation	142	617	–	91	892	–
Swaps sur défaillance	–	29	–	–	35	1
	686	38 508	–	719	37 518	1
Passifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	16	19 040	–	25	17 488	–
Contrats de change	52	15 550	–	15	20 091	–
Contrats sur produits de base	288	1 238	–	380	2 391	–
Contrats sur titres de participation	105	2 560	–	103	2 098	–
Swaps sur défaillance	–	41	–	–	48	–
	461	38 429	–	523	42 116	–

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, des titres de négociation de 118 millions de dollars et de 136 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, des titres de négociation de 4 millions et de 53 millions, respectivement, et des titres disponibles à la vente de néant et de 215 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, des titres de négociation de 98 millions de dollars ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 en raison de la disponibilité accrue de données observables servant à l'évaluation de ces titres.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

Variation de la juste valeur										
	Solde au 30 avril 2016	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 2)	Achats	Ventes	Échéances ou règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2016	Variation des profits (pertes) latents 1)
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016										
Titres de négociation										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	94	-	4	-	-	-	-	(98)	-	-
Titres de créance d'entreprises	149	1	6	-	-	(34)	-	-	122	1
Total des titres de négociation	243	1	10	-	-	(34)	-	(98)	122	1
Titres disponibles à la vente										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de créance d'entreprises	4	-	-	9	-	(1)	-	-	12	s. o.
Titres de participation d'entreprises	1 384	(15)	61	24	(28)	-	-	-	1 426	s. o.
Total des titres disponibles à la vente	1 389	(15)	61	33	(28)	(1)	-	-	1 439	s. o.
Titres divers	333	(18)	11	12	(17)	-	-	-	321	(18)

1) Représente la variation des profits ou des pertes latents sur les titres de négociation, les titres divers, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 juillet 2016 qui ont été portés en résultat au cours de la période.

2) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

s. o. - sans objet

Variation de la juste valeur										
	Solde au 31 octobre 2015	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 3)	Achats	Ventes	Échéances ou règlement 1)	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2016	Variation des profits (pertes) latents 2)
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016										
Titres de négociation										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	98	-	-	-	-	-	-	(98)	-	-
Titres de créance d'entreprises	243	1	1	-	-	(123)	-	-	122	1
Total des titres de négociation	341	1	1	-	-	(123)	-	(98)	122	1
Titres disponibles à la vente										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de créance d'entreprises	6	-	-	9	(1)	(2)	-	-	12	s. o.
Titres de participation d'entreprises	1 251	(24)	16	254	(71)	-	-	-	1 426	s. o.
Total des titres disponibles à la vente	1 258	(24)	16	263	(72)	(2)	-	-	1 439	s. o.
Titres divers	365	(35)	-	33	(42)	-	-	-	321	(34)
Actifs dérivés										
Swaps sur défaillance	1	(1)	-	-	-	-	-	-	-	(1)

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente la variation des profits ou des pertes latents sur les titres de négociation, les titres divers, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 juillet 2016 qui ont été portés en résultat au cours de la période.

3) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

s. o. - sans objet

Note 10 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 juillet 2016, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital au 31 juillet 2016 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital dans le tableau 8, à la page 15 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre 2016.

Note 11 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2016 et 2015, nous n'avons attribué aucune option sur actions. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2016, nous avons attribué un total de 754 714 options sur actions (641 875 options sur actions au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2015). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant la période de neuf mois close le 31 juillet 2016 a été de 7,60 \$ l'option (7,45 \$ l'option durant la période de neuf mois close le 31 juillet 2015).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

Options sur actions attribuées au cours des périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2016	31 juillet 2015
Rendement attendu des actions	5,5 %	4,7 %
Volatilité prévue du cours des actions	19,8 % – 20,0 %	16,9 % – 17,0 %
Taux de rendement sans risque	1,3 % – 1,4 %	1,9 % – 2,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 – 7,0	6,5 – 7,0
Prix d'exercice (\$)	77,23	78,09

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
Pour les trimestres clos le				
Prestations accumulées par les employés	68	75	7	7
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(3)	(1)	13	13
Charges administratives	2	1	–	–
Charge au titre des prestations	67	75	20	20
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	20	17	–	–
Charge au titre des cotisations définies	19	19	–	–
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	106	111	20	20

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
Pour les périodes de neuf mois closes le				
Prestations accumulées par les employés	155	215	19	21
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(8)	(4)	39	38
Charges administratives	4	3	–	–
Charge au titre des prestations	151	214	58	59
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	62	61	–	–
Charge au titre des cotisations définies	74	66	–	–
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	287	341	58	59

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 12 : Bénéfice par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque.

Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2016	31 juillet 2015	31 juillet 2016	31 juillet 2015
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 245	1 185	3 278	3 164
Dividendes sur les actions privilégiées	(40)	(23)	(116)	(87)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 205	1 162	3 162	3 077
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	644 372	643 451	643 579	645 763
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,87	1,81	4,91	4,76

Bénéfice dilué par action

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	1 205	1 162	3 162	3 077
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	8 788	9 389	8 055	9 565
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(6 586)	(7 242)	(6 006)	(7 177)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	646 574	645 598	645 628	648 151
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,86	1,80	4,90	4,75

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 994 779 options et 2 295 956 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 225,95 \$ et de 144,73 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016, respectivement (1 982 171 options et 1 922 330 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 183,17 \$ et de 187,18 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 13 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) [qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)], la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Avant 2016, les résultats des Services d'entreprise reflétaient certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis en 2011, notamment la constatation de la diminution de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrite dans les revenus nets d'intérêts sur la durée des prêts acquis, ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances et les recouvrements de pertes sur créances du portefeuille acquis. Depuis le premier trimestre de 2016, la diminution de l'ajustement au titre des pertes sur créances présentée dans les revenus nets d'intérêts et la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'égard du portefeuille productif acquis sont comptabilisées dans PE États-Unis, ce qui cadre avec la comptabilisation de l'acquisition de FET de BMO, et compte tenu de la baisse considérable de ces montants. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été reclassés. Les recouvrements ou les dotations à la provision relatives aux pertes sur créances à l'égard du portefeuille de prêts douteux acquis en 2011 continuent d'être comptabilisés dans les Services d'entreprise. Les incidences de la comptabilisation des prêts acquis liés à FET de BMO sont comptabilisées dans PE États-Unis.

Également depuis le premier trimestre de 2016, les revenus tirés des placements ont été reclassés des revenus nets d'intérêts aux revenus autres que d'intérêts pour ce qui est de PE Canada, de la Gestion de patrimoine et des Services entreprise. Les résultats des périodes antérieures ont été reclassés. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 27 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2015, aux pages 194 et 195 du Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2016	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 285	876	154	357	(198)	2 474
Revenus autres que d'intérêts	485	291	1 618	730	35	3 159
Total des revenus	1 770	1 167	1 772	1 087	(163)	5 633
Dotation à la provision pour pertes sur créances	152	75	4	37	(11)	257
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	691	-	-	691
Amortissement	69	112	61	25	-	267
Charges autres que d'intérêts	795	595	749	597	89	2 825
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	754	385	267	428	(241)	1 593
Charge d'impôts sur le résultat	193	108	66	107	(126)	348
Bénéfice net comptable	561	277	201	321	(115)	1 245
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	561	277	201	321	(115)	1 245
Actifs moyens	209 473	106 133	30 598	299 865	56 770	702 839

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2015	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 218	719	140	307	(157)	2 227
Revenus autres que d'intérêts	479	201	1 196	693	30	2 599
Total des revenus	1 697	920	1 336	1 000	(127)	4 826
Dotation à la provision pour pertes sur créances	109	19	3	14	15	160
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	218	-	-	218
Amortissement	60	55	58	26	-	199
Charges autres que d'intérêts	785	551	781	596	59	2 772
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	743	295	276	364	(201)	1 477
Charge d'impôts sur le résultat	187	73	66	92	(133)	285
Bénéfice net comptable	556	222	210	272	(68)	1 192
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	6	7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	556	222	209	272	(74)	1 185
Actifs moyens	198 343	89 747	29 452	287 168	57 955	662 665

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	3 761	2 629	452	1 164	(632)	7 374
Revenus autres que d'intérêts	1 406	821	4 154	2 013	41	8 435
Total des revenus	5 167	3 450	4 606	3 177	(591)	15 809
Dotation à la provision pour pertes sur créances	419	191	8	89	(66)	641
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	1 464	-	-	1 464
Amortissement	203	320	179	76	-	778
Charges autres que d'intérêts	2 374	1 844	2 324	1 840	514	8 896
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2 171	1 095	631	1 172	(1 039)	4 030
Charge d'impôts sur le résultat	556	300	148	300	(560)	744
Bénéfice net comptable	1 615	795	483	872	(479)	3 286
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	7	8
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 615	795	482	872	(486)	3 278
Actifs moyens	206 379	105 086	30 394	304 937	58 455	705 251

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	3 568	2 085	417	969	(587)	6 452
Revenus autres que d'intérêts	1 362	575	3 889	1 962	167	7 955
Total des revenus	4 930	2 660	4 306	2 931	(420)	14 407
Dotation à la provision pour pertes sur créances	384	77	6	28	(11)	484
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	989	-	-	989
Amortissement	173	165	173	72	-	583
Charges autres que d'intérêts	2 319	1 581	2 330	1 789	487	8 506
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2 054	837	808	1 042	(896)	3 845
Charge d'impôts sur le résultat	510	216	201	254	(527)	654
Bénéfice net comptable	1 544	621	607	788	(369)	3 191
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	26	27
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 544	621	606	788	(395)	3 164
Actifs moyens	196 179	87 439	28 809	287 991	57 886	658 304

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Les revenus sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base a pour effet d'augmenter les revenus et la charge d'impôts sur le résultat présentés d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus sont assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Note 14 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés de même que les exigences connexes en matière de quotités et de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 105 à 110 de notre Rapport annuel 2015.

(en millions de dollars canadiens)

31 juillet 2016

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 853	-	-	-	-	-	-	-	895	37 748
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 734	2 320	204	41	187	-	-	-	-	6 486
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	624	1 386	2 527	2 667	2 210	6 972	6 165	15 568	42 904	81 023
Titres disponibles à la vente	1 235	1 815	1 658	1 206	460	4 897	19 509	21 289	1 591	53 660
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	295	-	301	-	2 466	1 567	3 942	-	8 571
Titres divers	-	-	-	-	-	7	67	-	1 027	1 101
Total des valeurs mobilières	1 859	3 496	4 185	4 174	2 670	14 342	27 308	40 799	45 522	144 355
Titres pris en pension ou empruntés	52 450	16 983	4 454	2 171	19	35	-	-	-	76 112
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 702	1 849	2 604	3 745	5 053	22 380	63 060	9 299	-	109 692
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	473	676	745	800	951	4 854	24 040	8 364	23 339	64 242
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 023	8 023
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	8 485	11 435	6 113	5 511	20 896	19 511	60 913	11 278	28 192	172 334
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 993)	(1 993)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	10 660	13 960	9 462	10 056	26 900	46 745	148 013	28 941	57 561	352 298
Total des autres actifs										
Instruments dérivés	3 545	2 052	1 539	930	1 113	4 112	10 370	15 533	-	39 194
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 852	1 785	172	6	20	-	-	-	-	11 835
Divers	1 476	256	128	42	5	2	1	3 939	17 805	23 654
Total des autres actifs	14 873	4 093	1 839	978	1 138	4 114	10 371	19 472	17 805	74 683
Total des actifs	120 429	40 852	20 144	17 420	30 914	65 236	185 692	89 212	121 783	691 682

(en millions de dollars canadiens)

31 juillet 2016

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	13 829	9 210	3 649	615	1 401	520	-	-	6 112	35 336
Entreprises et administrations publiques	33 318	30 856	22 881	10 710	10 964	14 096	30 238	10 516	109 010	272 589
Particuliers	1 968	4 214	7 243	6 199	6 151	8 443	16 472	2 701	106 530	159 921
Total des dépôts	49 115	44 280	33 773	17 524	18 516	23 059	46 710	13 217	221 652	467 846
Autres passifs										
Instruments dérivés	2 195	2 299	2 287	1 838	1 066	4 763	9 479	14 963	-	38 890
Acceptations	9 852	1 785	172	6	20	-	-	-	-	11 835
Titres vendus à découvert	27 092	-	-	-	-	-	-	-	-	27 092
Titres mis en pension ou prêtés	49 822	131	417	-	-	-	-	-	-	50 370
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	6	374	1 823	506	785	3 780	10 057	5 229	-	22 560
Divers	8 689	395	881	28	765	6 168	113	2 449	8 436	27 924
Total des autres passifs	97 656	4 984	5 580	2 378	2 636	14 711	19 649	22 641	8 436	178 671
Dettes subordonnées	-	-	-	100	-	-	-	4 361	-	4 461
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	40 704	40 704
Total des passifs et des capitaux propres	146 771	49 264	39 353	20 002	21 152	37 770	66 359	40 219	270 792	691 682

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

31 juillet 2016

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 005	3 306	9 707	3 841	12 780	14 927	70 046	2 223	-	117 835
Contrats de location simple	31	61	87	86	84	305	672	596	-	1 922
Contrats de garantie financière 1)	5 694	-	-	-	-	-	-	-	-	5 694
Obligations d'achat	58	109	144	116	116	227	198	102	-	1 070

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39 438	-	-	-	-	-	-	-	857	40 295
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 077	1 728	411	94	70	2	-	-	-	7 382
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	954	1 432	633	3 900	2 241	3 639	5 993	15 940	37 728	72 460
Titres disponibles à la vente	1 260	1 198	995	590	2 434	4 641	18 699	16 476	1 713	48 006
Titres détenus jusqu'à leur échéance	66	96	367	311	318	658	3 721	3 895	-	9 432
Titres divers	3	-	-	-	-	-	61	13	943	1 020
Total des valeurs mobilières	2 283	2 726	1 995	4 801	4 993	8 938	28 474	36 324	40 384	130 918
Titres pris en pension ou empruntés	44 959	17 564	4 400	714	389	40	-	-	-	68 066
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 189	2 022	4 014	4 758	4 567	17 807	61 913	9 648	-	105 918
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	475	619	1 334	1 509	1 513	3 844	23 578	9 228	23 498	65 598
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 980	7 980
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	6 406	8 895	5 929	6 482	16 426	16 118	45 541	8 203	31 076	145 076
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 855)	(1 855)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	8 070	11 536	11 277	12 749	22 506	37 769	131 032	27 079	60 699	322 717
Autres actifs										
Instruments dérivés	3 611	2 862	1 043	1 827	752	4 961	9 591	13 591	-	38 238
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 607	2 692	8	-	-	-	-	-	-	11 307
Divers	1 249	445	47	4	-	-	12	4 347	16 854	22 958
Total des autres actifs	13 467	5 999	1 098	1 831	752	4 961	9 603	17 938	16 854	72 503
Total des actifs	113 294	39 553	19 181	20 189	28 710	51 710	169 109	81 341	118 794	641 881

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2015

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	12 548	7 370	4 050	1 195	1 172	101	-	-	6 173	32 609
Entreprises et administrations publiques	20 505	38 097	21 001	7 270	10 962	14 497	27 112	10 891	107 809	258 144
Particuliers	1 632	3 457	5 392	3 872	6 086	8 787	15 135	1 784	101 271	147 416
Total des dépôts	34 685	48 924	30 443	12 337	18 220	23 385	42 247	12 675	215 253	438 169
Autres passifs										
Instruments dérivés	2 586	3 858	1 574	3 493	1 259	6 030	11 637	12 202	-	42 639
Acceptations	8 607	2 692	8	-	-	-	-	-	-	11 307
Titres vendus à découvert	21 226	-	-	-	-	-	-	-	-	21 226
Titres mis en pension ou prêtés	35 599	3 990	121	104	77	-	-	-	-	39 891
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	2	880	446	2 514	337	3 864	8 834	4 796	-	21 673
Divers	8 148	319	30	15	185	1 071	3 181	2 201	7 497	22 647
Total des autres passifs	76 168	11 739	2 179	6 126	1 858	10 965	23 652	19 199	7 497	159 383
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	100	-	4 316	-	4 416
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	39 913	39 913
Total des passifs et des capitaux propres	110 853	60 663	32 622	18 463	20 078	34 450	65 899	36 190	262 663	641 881

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2015

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 815	6 651	3 994	5 946	6 549	15 542	63 885	2 319	-	106 701
Contrats de location simple	29	60	89	88	87	328	721	675	-	2 077
Contrats de garantie financière 1)	6 081	-	-	-	-	-	-	-	-	6 081
Obligations d'achat	54	103	153	160	154	467	302	127	-	1 520

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport annuel pour 2015, du présent communiqué de presse trimestriel, des présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 23 août 2016 à 14 h (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 5 décembre 2016, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 5740558).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996

Valérie Doucet, Montréal, valerie.doucet@bmo.com, 514-877-8224

Relations avec les investisseurs

Jill Homenuk, chef, relations avec les investisseurs, jill.homenuk@bmo.com, 416-867-4770

Christine Viau, directrice, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Secrétaire générale

Barbara Muir, secrétaire générale, corp.secretary@bmo.com, 416-867-6423

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Mai 2016 : 83,00 \$

Juin 2016 : 81,84 \$

Juillet 2016 : 84,41 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com. Pour consulter les documents et les informations que nous déposons en ligne auprès des organismes de réglementation, visitez également notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Notre Rapport de gestion annuel pour 2015, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2015 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

^{MD} Marque déposée de la Banque de Montréal

Assemblée annuelle de 2017

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 4 avril 2017 à Toronto, en Ontario.